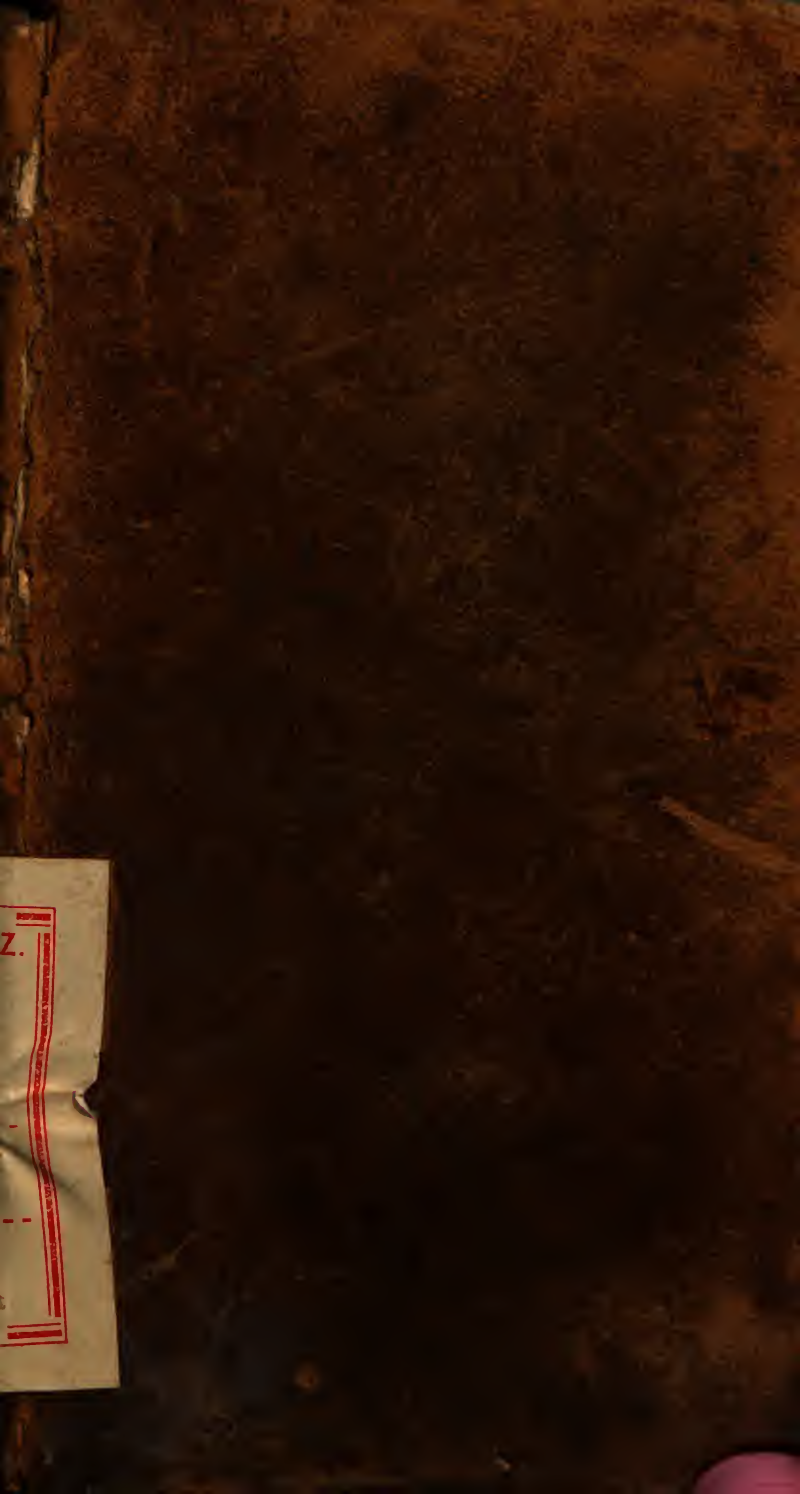
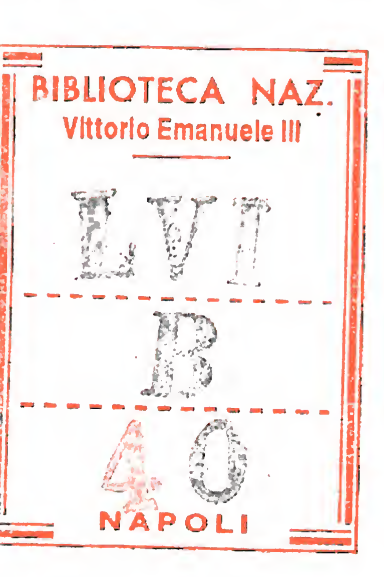



BIBLIOTECA NAZ.
Vittorio Emanuele III
LVI
B
40
NAPOLI

MANIFESTE
POUR
LE MINISTERE
PRESENT
D'ANGLETERRE,

Traduit d'un Ecrit Anglois, intitulé,

La Conduite des Alliez, & du dernier Ministere, en commençant & en continuant la Guerre.



Sur l'Imprimé, LONDRES.

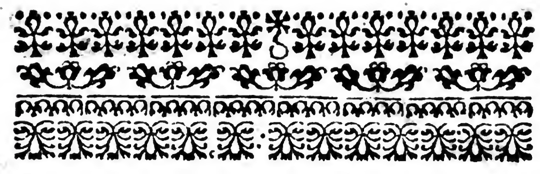
A LIEGE,

Chez GUILLAUME-HENRY STREEL.

M. D. CCXII.

Partem tibi Gallia nostri
ripuit : partem duris Hispania bellis ,
ars jacet Hesperiâ: totoque exercitus orbe
e vincente perit. Terris fudisse cruorem
Qui juvat Arctois , Rhodano Rhenoque subactis ?
Odimus Accipitrem quia semper vivit in armis.

Victrix Provincia plorat.



MANIFESTE POUR LE MINISTERE PRESENT D'ANGLETERRE.

Les motifs qui ont coûtume d'engager un Etat à faire la Guerre peuvent se réduire à cinq. On fait la Guerre premiérement, pour abaisser la trop grande puissance d'un Prince voisin : Secondement, pour recouvrer ce qui a été injustement usurpé : Troisiémement, pour venger une injure reçûë : En quatriéme lieu, pour assister un Allié ; enfin, pour se défendre, lors-

qu'on eſt attaqué. Dans tous ces cas, les Politiques conviennent que la Guerre eſt juſte : mais le dernier de ces motifs eſt le plus preſſant. On combat alors pour ſa propre conſervation: par conſéquent l'on doit y mettre le tout pour le tout. Les quatre autres raiſons de faire la Guerre, ne ſont pas de même poids ; & je ne croi pas que pour de pareilles conſiderations, jamais Prince ou République ayent crû devoir s'embarquer dans une Guerre, qui ne pouvoit être ſoûtenuë que par des emprunts redoublez, & qui devoit les réduire en peu d'années à une condition plus malheureuſe que celle qu'ils prétendoient éviter. La raiſon en eſt ſenſible : c'eſt que par une telle conduite, on s'exposeroit à une ruine certaine, pour prévenir un bien

moindre mal ; peut-être même un mal incertain, & qui ne ſeroit un mal qu'en ſpéculation.

Comme il eſt certain qu'on ne peut entreprendre la Guerre que pour une cauſe juſte & legitime, auſſi eſt-il certain qu'un Prince ſage doit conſiderer dans quel état il ſe trouve avant que de s'y engager. Il doit examiner s'il a des fonds ſuffiſans & aſſurez, ſi ſes ſujets ſont en grand nombre, s'ils ſont devenus riches par une longue & heureuſe Paix. Il doit conſiderer s'il n'y a point de faction au-dedans de ſes Etats, capable de lui diſputer ſes prérogatives, & d'ébranler ſon autorité : car alors il devroit craindre de s'expoſer aux évenemens d'une guerre longue & douteuſe.

Mais ſuppoſons qu'une Guerre ait été entrepriſe par

un juſte motif, il faut conſiderer encore en quelles circonſtances un Prince peut prudemment entrer dans un Traité de Paix ; & voici ce que je penſe ſur ce ſujet. Si l'Ennemi eſt prêt de ceder, ce qui fait principalement le ſujet de la Guerre, ou s'il eſt impoſſible, en la prolongeant, de l'obtenir ; ſi la continuation de la Guerre, quand même il y auroit eſperance d'obtenir le point capital, doit mettre un Prince & ſon Peuple dans un état plus malheureux qu'ils ne ſeroient en abandonnant la choſe conteſtée ; je dis que dans toutes ces circonſtances un Prince doit écouter des Propoſitions de Paix. Et toutes ces conſidérations ont beaucoup plus de force, quand il s'agit d'une Guerre entrepriſe & ſoûtenuë par une alliance de plu-

ſieurs Conféderez : car une telle Guerre, à cauſe des différens interêts des Alliez, eſt ſujette à une infinité d'accidens qu'on ne peut pas prévoir.

Il faut conſiderer dans une Guerre ſoûtenuë par des Alliez, qui eſt celui d'entre eux qui y a le plus d'interêt. Car, quoique chacun puiſſe avoir des interêts particuliers, il ſe trouve néanmoins d'ordinaire qu'un ou deux y ſont plus particulierement intereſſez que les autres; & ce ſont ceux-là, qui a proportion des avantages qu'ils eſperent, doivent ſe charger de ce qu'il y a de plus onereux dans cette Guerre. Que deux Princes, par exemple, ſoient competiteurs pour un Royaume: vous vous joignez à celui qui vrai-ſemblablement vous fera les conditions les plus avantageuſes

pour vôtre commerce : Le Prince dont vous soûtenez la cause, a certainement le premier & le principal interêt dans la Guerre. Une République, par exemple, est en danger d'être opprimée par un voisin puissant; & cela pourroit produire de mauvais effets par rapport à vôtre commerce & à vôtre liberté : il est de la prudence, & même nécessaire d'aider cette République à se faire une barriere, qui la puisse mettre en sûreté. Mais comme elle est exposée à souffrir la premiere, aussi doit-elle porter le plus grand fardeau de la Guerre. Lorsqu'une maison est en feu, les voisins doivent la secourir ; mais le proprietaire y est le plus interessé : Car il peut arriver qu'une pluye, que le changement de vent ou quelque autre accident mêtte en

ſûreté les maiſons voiſines.

Mais ſi un Allié moins intereſſé que les autres dans le bon ou mauvais ſuccés de la Guerre, étoit aſſez genereux, pour y contribuer plus que celui qui y auroit le principal interêt, s'il y contribuoit méme plus que ſes forces ne le permettent ; il devroit au moins entrer en partage des conquêtes faites en commun: ou ſi ſa ſotte generoſité le portoit à n'y rien prétendre, il devroit du moins attendre que ceux qui ſont les plus intereſſez dans la Guerre, le dédommageaſſent en quelque ſorte par les égards qu'ils auroient pour lui. Au moins ne devroit-il pas ſouffrir qu'ils entraſſent dans ſes affaires particulieres, juſqu'à lui marquer les domeſtiques qu'il doit garder, & ceux dont il doit ſe défaire, juſqu'à le fa-

tiguer par des demandes également injustes & déraisonnables, jusquà le menacer en toute occasion de rompre l'Alliance.

De ces Refléxions sur la Guerre en general, je passe aux Guerres particulieres que l'Angleterre a eu à soûtenir depuis qu'elle fut autrefois conquise. Dans la Guerre des Barrons, dans celle que se firens les Maisons d'York & de Lancastre, il périt une grande partie de la Noblesse; plusieurs anciennes Familles furent éteintes, & de nouvelles s'éleverent sur leurs débris: mais l'argent employé à ces Guerres ne sortit point du Royaume, on ne contracta point de dette publiques, & quelques années de Paix rétablirent les choses dans leur premier état.

On peut dire la même cho-

ſe de l'infame rebellion contre Charles I. Les Uſurpateurs entretinrent de grandes armées, ils furent continuellement en Guerre avec l'Eſpagne & la Hollande : mais cette Guerre ſe faiſant ſur mer, bien loin que les richeſſes de la Nation en fuſſent diminuées, elles en furent conſidérablement augmentées.

Nos Guerres étrangeres regardoient principalement l'Ecoſſe & la France. Les premieres, quoique fréquentes, n'étoient point de longue durées & l'argent qu'on y employoit ne ſortoit point de nôtre Iſle. Durant les premieres Guerres que nous entreprîmes contre la France, nous nous rendîmes maîtres de pluſieurs Provinces, & nous en gardîmes une partie juſqu'au Regne de la Reine

Marie. Il eſt vrai que quelques-uns de nos derniers Rois y ont fait des expeditions très-onereuſes à la Nation : mais un ſubſide & deux ou trois *quinziémes* ſuffiſoient en ce tems-là pour acquitter toutes nos dettes. Ajoûtons à cela que nos victoires étoient alors utiles & glorieuſes: Car nous étions aſſez heureux pour combattre au profit de la Nation , & pour faire des conquêtes qui lui demeuraſſent.

Les Guerres que le Roi Charles II. declara aux Hollandois furent commencées & continuées ſous un Miniſtere très-corrompu , au grand des-honneur de la Couronne. Mais ſi ces Guerre appauvrirent le Roi ; parce qu'il avoit ſouvent mécontenté ſon Parlement,en le prorogeant dans un tems où il en avoit le plus

de

de beſoin, elles n'appauvrirent point la Nation, & ne firent point ſortir l'argent du Royaume.

La derniere Revolution cauſa une Guerre generale en Europe. Pluſieurs Princes ſe liguerent contre la France dans le deſſein d'arrêter ſes trop vaſtes projets : l'Empereur, les Hollandois & les Anglois en étoient les principaux Acteurs. C'eſt vers ce tems-là que la coûtume s'introduiſit parmi nous d'emprunter des millions à interêt. On prétendoit que la Guerre ne dureroit pas deux campagnes entieres ; & que les dettes que l'on contractoit, pourroient être acquittées par l'impoſition d'une taxe moderée, ſans incommoder le peuple. Mais la vraye raiſon qu'on eut de faire ces emprunts, étoit la

fûreté du Prince, qui n'étoit pas encore bien affermi fur le trône. Les récompenfes & les profits confidérables que l'on propofoit à ceux qui prêtoient, engagerent bien des gens à le faire ; & par-là ils avoient interêt à conferver un gouvernement, auquel ils avoient confié leurs deniers. L'auteur de ce déteftable projet vit encore : il en verra les fuites fatales ; mais je doute que fes neveux en voyent jamais la fin. Ce pernicieux confeil s'accordoit parfaitement avec l'état des affaires. Car une troupe d'hommes nouveaux qui n'avoient prefque aucune part à la Révolution ; mais qui cependant voyant la chofe faite, s'en faifoient un merite, trouva moyen de s'accrediter à la Cour en lui faifant prêter de groffes fommes. Ils inventerent

ces moyens nouveaux, & tout-à-fait inconnus aux Anglois, de lever de l'argent, persuadez qu'ils pourroient être à la tête de cet infame commerce, parce que la Noblesse dont tous les biens sont en fonds de terre, refuseroit d'y entrer.

La raison que nous eûmes de commencer la Guerre, & de la continuer dix ans de suite depuis la Révolution, étoit d'obliger la France à reconnoître le feu Roi & à nous rendre la Baye de Hudson: Mais pendant toute cette Guerre nos forces Maritimes furent absolument negligées, & nous employâmes prés six millions de livres sterling par an à étendre les frontieres des Hollandois. C'est que le Roi Guillaume étoit General & non pas Amiral; c'est que tout Roi d'Angleterre qu'il

étoit, il n'avoit pas oublié qu'il étoit né en Hollande.

Aprés avoir combattu avec peu de succès pendant dix ans, après avoir perdu plus de cent mille hommes, & contracté de dettes plus de vingt millions de livres sterling, nous écoutâmes enfin des propositions de Paix, dont l'Empereur & la Hollande profiterent, & dont nous ne retirâmes aucun avantage. Cette Paix fut bien-tôt suivie du Traité de Partage. Il portoit que le Royaume de Naples, la Sicile & la Lorraine appartiendroient à la France: ou que si les Espagnols ne vouloient pas l'accepter, comme en effet ils protesterent contre, dans le tems même du Traité, il seroit alors permis au Roi de France de faire valoir ses prétentions sur toute la Monarchie d'Espagne.

C'eſt ce qui arriva peu de tems après. Car le feu Roi d'Eſpagne indigné de voir que des Puiſſances étrangeres diſpoſoient ſans ſon aveu de ſes Etats,& les démembroient à leur gré ſans le conſulter, laiſſa par ſon Teſtament toute la Monarchie d'Eſpagne à un fils de France, & ce Prince fut ſolemnellement reconnu pour Roi d'Eſpagne par l'Angleterre & par la Hollande.

Il faut avoüer que ceux qui conſeillerent alors une nouvelle Guerre, furent fortement contredits par les partiſans de l'Egliſe Anglicane. Ceux-ci avoient conſeillé au Roi de reconnoître le Duc d'Anjou: & on aſſure que le Comte de Godolfin, qui étoit alors dans les interêts de l'Egliſe Anglicane, dit au Roi, en Novembre 1701. que ſi

Sa Majeſté entreprenoit cette Guerre, il ſeroit obligé de quitter ſon emploi & de ſe retirer, ce qu'il executa peu de tems après. Mais pour être Grand-Treſorier, & avoir ſeul le maniment des affaires au-dedans du Royaume, tandis qu'un autre, dont bien des raiſons l'obligeoient d'épouſer les interêts, ſeroit à la tête des Armées, il changea de ſentiment, & ſe declara pour la Guerre.

Les Declarations de Guerre que l'Angletterre & la Hollande publierent contre la France ſont dattées à peu de jours l'une de l'autre. Dans la Déclaration des Etats, il eſt dit: *Qu'ils ſont les plus prés du feu & les plus expoſez: Qu'ils ſont blocquez de tout côté, & actuellement attaquez par les Rois de France & d'Eſpagne: Que leur Déclaration eſt l'effet d'une néceſ-*

ſité très-preſſante, &c. *Ils implorent l'aſſiſtance de tous les Rois & de tous les Princes*, &c. Il paroît que le fonds de leur querelle avec la France ne touche immédiatement que les ſeuls Hollandois ; comme quand ils diſent que *les François ont refuſé le Tarif accordé par le Traité de Ryſvvick : Qu'ils ont chargé les Hollandois établis en France de taxes exceſſives : Qu'ils ont violé le Traité de Partage en acceptant le Teſtament du Roi d'Eſpagne, & en menaçant les Hollandoïs pour le faire accepter : Qu'ils ſe ſont emparez des Païs-Bas Eſpagnols, & qu'ils en ont chaſſé les Hollandois qui y étoient en garniſon avec la permiſſion du feu Roi d'Eſpagne ; & que parlà ils ont ôté aux Etats leur Barriere, ce qui eſt contraire au Traité de Partage, où il eſt nommément ſtipulé que les Païs-Bas Eſpagnols ſeront cedez à l'Archi-*

duc. Ils ajoûtent, *Que le Roi de France gouverne les Païs-Bas comme une partie de ſon Royaume, quoique ſous le nom de ſon Petit-Fils : Qu'il s'eſt rendu maître de la Ville & Citadelle de Liege, & de pluſieurs Places de l'Archevêché de Cologne : Qu'il entretient des Troupes dans le Païs de Wolfembutel à deſſein de blocquer les Hollandois de tout côté : Enfin, qu'il a fait preſenter par ſon Reſident un Mémoire aux Etats, dans lequel il les menace d'agir contre eux, s'il s'opposent au contenu de ce Mémoire.*

La Déclaration de la Reine eſt fondé ſur la *Grande-Alliance.* Sa Majeſté y dit que *le Roi de France s'eſt rendu maître d'une partie des Etats appartenans à l'Eſpagne ; Qu'il s'eſt emparé de Naples, des Païs-Bas Eſpagnols & de la ville de Cadix : Que loin de ſe déſiſter de ſes prétentions, il a fait un affront à la Reine & à toute la Nation, en declarant le pré-*

prétendu Prince de Galles Roi d'Angleterre, &c. Ce dernier article eſt le ſeul qui nous touchât : encore eſt-il certain que le Roi de France étoit alors diſpoſé à reconnoître la Reine.

Il paroît évident par ces Declarations, que nous ne devions pas prendre plus de part à la Guerre, qu'y en prenoit le Roi de Pruſſe, ou quelque autre des Princes qui ont embraſſé dans la ſuite la *Grande Alliance.* Les Hollandois étoient les plus expoſez, les troupes Françoiſes étaient alors aux portes de Nimegue. Mais les plaintes que nous faiſons dans nôtre Déclaration de Guerre, ſi on en excepte la derniere, regardent chaque Nation de l'Europe autant & plus que l'Angleterre. En effet, de tous ceux qui ont embraſſé l'Alliance, il y en a peu,

qui n'euſſent plus à craindre ou à eſperer, plus à gagner ou à perdre dans le bon ou le mauvais ſuccès de la Guerre, que nous. Les Hollandois prirent les Armes pour ſe garantir d'une ruïne prochaine, eſperant d'ailleurs qu'une heureuſe Guerre pourroit étendre leurs frontieres, & oppoſer une barriere aux invaſions des François. L'Empereur de ſon côté ſe flattoit de mettre l'Archiduc en poſſeſſion de la Monarchie d'Eſpagne. Le Roi de Portugal avoit été averti que le Roi Philippe vouloit faire revivre les anciennes prétentions des Eſpagnols ſur le Portugal. Ses Etats ſont de toute part environnez des ennemis, ſi ce n'eſt du côté de la mer : il lui falloit donc une nombreuſe Flotte pour mettre ſon Royaume en ſûreté. C'eſt ce qui l'engage à écou-

ter les propositions que lui firent le Roi Charles & la Reine d'Angleterre. Le Duc de Savoye avoit beaucoup plus à esperer & à craindre que les autres. Les frais de Guerre lui devoient être fournis par l'Angleterre, & il en devoit retirer tout le profit. En cas que le Milanez fût conquis, il étoit stipulé que Son Altesse Royale auroit le Montferrat, l'Alexandrin, Valence, Lomellino & quelque autres Terres situées entre le Pô & le Tanaro: On lui cedoit encore le Vigevenasque, ou un équivalent tiré de la Province de Novare: On lui promettoit toutes les Places que les Confederez prendroient de son côté sur la France. Mais malgré ces Propositions avantageuses, ce Prince avoit toûjours lieu d'apprehender que les Troupes Françoises qui

étoient alors dans le Milanez, ne tombassent sur lui & n'engloutissent ses Etats.

Les autres Confederez n'entrerent dans l'Alliance que pour fournir des Soldats. Ils eurent d'abord soin de remplir leurs coffres : & ensuite ils déclarent à l'Empereur, qu'ils ne pouvoient fournir leur contingent, sous prétexte que l'Angleterre & la Hollande avoient déja engagé leurs Troupes.

Quelque tems aprés que le Duc d'Anjou eut succedé à la Monarchie d'Espagne contre le Traité de Partage, il fut agité icy en Angleterre, si l'on continüeroit la Paix, ou si l'on entreprendroit une nouvelle Guerre. Ceux qui étoient pour la Paix assuroient que nous n'étions pas en état d'entreprendre la Guerre à cause des dettes que nous avions con-

contractées : que nous & les Hollandois avions déja reconnu Philippe pour Roy d'Espagne : que nous ne devions pas compter sur l'inclination que les Espagnols sembloient avoir pour la Maison d'Autriche , ni sur l'aversion qu'ils temoignoient pour la Maison de Bourbon : qu'à la verité la France nous faisoit injustice, en voulant nous donner un Roi ; mais que les Espagnols auroient aussi raison de prétendre, que nous n'avons pas droit non plus de leur en donner un : que le genie des François & des Espagnols étant tout-à-fait opposé , il y avoit apparence qu'ils ne s'accordoient pas mieux sous un Prince de la Maison de Bourbon, que sous un Roi du Sang d'Autriche ; & qu'en faisant la Guerre pour détrôner le Duc d'Anjou, il étoit à crain-

dre qu'on ne réünît par-là les deux nations dans les mêmes interêts : que les Eſpagnols ſeroient certainement obligez de faire venir des Troupes Françoiſes à leur ſecours ; & que cette premiere démarche attirant à la Cour du Roy Philippe un Conſeil de la même nation, peu à peu les deux peuples ne manqueroient pas de ſe reconcilier.

On ajoûtoit que ſi on envoyoit en Eſpagne des Troupes Angloiſes ou Hollandoiſes au ſecours du Roy Charles, cela ne manqueroit pas de le rendre odieux à ſes nouveaux ſujets qui n'ont perſonne tant en averſion que ceux qu'ils appellent Hérétiques, & que cette conduite rendroit les François maîtres des tréſors des Indes Occidentales : que pendant la derniere Guerre, lorſque le Roy d'Eſ-

pagne, les Electeurs de Cologne & de Baviere, étoient dans l'Alliance, ils mettoient au moins soixante mille hommes sur pied : qu'alors maîtres de la Flandre qui étoit le théatre de la Guerre, & ayant à la tête des Armées confédérées Sa Majesté, Prince sans doute d'une valeur & d'une prudence reconnuë, nous n'avions cependant pas eu lieu de trop vanter nos succès : Que nous ne pouvions donc aujourd'huy esperer de triompher de la France fortifiée de nouveaux Alliez, & des puissans secours, dont nous nous trouvions destituez : ainsi parloient ceux qui dissuadoient la Guerre.

Ceux au contraire qui avoient interêt de la souhaitter, remontroient qu'il seroit dangereux à l'Angleterre de laisser Philippe sur le Throne

d'Eſpagne : que nôtre commerce ne pourroit être en sûreté, tandis que ce Royaume ſeroit ſujet à un Prince de la Maiſon de Bourbon, parce que le Grand-pere ſeroit Roy en effet ſous le nom de ſon Petit-fils ; & par-là ſeroit plus en état que jamais de pretendre à la Monarchie univerſelle.

Ces raiſons & d'autres ſemblables l'emporterent. Ainſi, ſans ſonger à trouver d'autres remedes aux maux qui nous menaçoient, ſans examiner les conſequences de nôtre entrepriſe, ſans reflêchir ſur nôtre état, nous nous précipitâmes, pour ainſi dire, dans une Guerre qui nous a coûté ſoixante millions de livres ſterling, & qui aprés bien des ſuccès que nous n'avions pas lieu d'attendre, nous a mis enfin plus bas qu'aucun de nos Al-

liez ; j'oſe dire, qui nous a rendu plus malheureux, que les ennemis même que nous avons vaincus.

Voyons maintenant la conduite que nous avons tenuë pendant toute cette Guerre, & par rapport à nos Alliez au dehors, & par rapport à une faction dominante au dedans du Royaume. Je prétens démontrer par des faits inconteſtables, que jamais nation n'a été ſi groſſiérement trompée par l'imprudence, par la temerité, par la corruption & par l'ambition de ſes ennemis domeſtiques ; que jamais nation n'a été traitée avec tant de hauteur, d'injuſtice & d'ingratitude par ſes Alliez que la nôtre. Tout ceci paroîtra êvident en montrant :

Premiérement, que contre toute raiſon nous nous ſommes engagez dans cette guer-

re comme principaux interesſez, nous qui ne devions y entrer que comme auxiliaires.

Secondement, que nous avons conſumé toutes nos forces dans cette partie de la guerre, qui répondoit le moins à la fin que nous nous étions propoſée en la commençant ; & que nous n'avons fait aucun effort du côté où nous pouvions le plus affoiblir nos ennemis, & enrichir les Alliez.

Troiſiémement, que nous avons ſouffert que nos Alliez ayent violé tous les Articles des Traitez qu'ils avoient faits avec nous,& qu'ils ayent rejetté ſur nous tous le fardeau de la Guerre.

Pour ce qui regarde le premier de ces trois Chefs, je prie toutes les perſonnes ſages,de conſiderer en quel état nous avons entrepris la guer-

re. Nous ſortions d'une des plus plus longues, des plus ennuieuſes & des plus inutiles guerres que l'Angleterre ait jamais entrepriſe. Nous étions chargez de dettes dans un excés, qui n'eût jamais d'exemple dans la nation. Le corps de la Nobleſſe & du peuple las de la guerre étoit ravi de joüir d'une paix, qui aprés tout ne leur apportoit point d'autre profit, que le plaiſir même d'en joüir. Car il n'y avoit aucune apparence de diminuer nos taxes, qui étoient devenuës auſſi neceſſaires pour acquitter nos dettes, que pour lever des Armées : & il ne nous reſtoit qu'une eſpéce de richeſſes artificielles ſur des fonds & des banques, entre les mains de ceux qui pendant dix ans avoient pillé le public. Mille abus s'étoient gliſſez dans

chaque partie du Gouvernement, & demandoient une reforme. Accablez de ces miſeres, dont une paix de vingt-ans ſous le plus habile miniſtere, n'auroit pû nous délivrer, nous déclarons la Guerre à la France conjointement avec les Puiſſances dont j'ay déja parlé, & qui avoient été nos Alliez pendant la derniere Guerre. Il eſt aiſé de voir quel ſuccés on en devoit attendre par l'augmentation des forces de la France ; puiſqu'une experience de dix ans nous avoit appris, que cette Monarchie pouvoit ſans ce ſecours ſe maintenir ſeule contre toutes les Puiſſances de l'Europe. Ainſi le ſuccés de cette Guerre devoit ſelon toutes les apparences être du côté des Ennemis : & en ce cas, rien au monde ne nous

devoit engager à entreprendre la Guerre.

Nous avions déja reconnu Philippe pour Roy d'Eſpagne. La Déclaration de la Reine ne parle point de l'avenement de ce Prince à la Couronne comme d'un ſujet de querelle. Il y eſt ſeulement dit que le Roy de France gouvernoit l'Eſpagne comme ſon propre Royaume, que ce Prince s'étoit emparé de Cadix, de Milan & des Païs-Bas Eſpagnols, qu'il avoit declaré le Prétendant Roy d'Angleterre. De tout ceci il n'y a que le dernier Article qui nous regarde, comme je l'ay déja dit; & il auroit été aiſé de convenir de cet Article là même ſans entrer en Guerre; Car la Cour de France déclara qu'elle ne prétendoit pas reconnoître le Prétendant; mais ſeulement lui

donner le titré du Roy : ce que le Roy de Suede a bien accordé au Roy Auguſte, apré l'avoir chaſſé de la Pologne, & l'avoir obligé de reconnoître le Roy Staniſlas.

Il eſt vray que les Hollandois avoient à craindre du voiſinage des François, & que leur ruine auroit de fâcheuſes ſuites pour nous. D'ailleurs, l'Eſpagne perduë pour la Maiſon d'Autriche, & gouvernée par le conſeil & la politique des François pourroit avec le temps cauſer quelque préjudice à nôtre commerce. Il étoit donc prudent & charitable de ſecourir nos voiſins, & nous l'aurions pû faire, ſans que perſonne pût s'en formaliſer ; puiſque par un ancien Traité avec la Hollande, nous ſommes obligez de fournir à cette Republique dix mille hommes, autant de

fois qu'elle ſera attaquée par la France. Et en effet [a], lorſqu'à la mort du feu Roi d'Eſpagne les troupes Françoiſes s'emparerent des Pays-Bas au nom du Roi Philippe, & que les garniſons Hollandoiſes y furent arrêtées ; les Etats firent preſenter ici un Memoire, par lequel ils ne demanderent que les dix mille hommes, que nous étions obligez de fournir en vertu de cet ancien Traité.

Avec un tel ſecours, la Hollande auroit été en état de défendre ſes frontieres : ou, ſi elle avoit été obligée de faire la paix, les Eſpagnols qui ne peuvent ſouffrir que l'on démembre leur Monarchie, n'auroient jamais permis aux troupes Françoiſes de reſter en Flandre. Car les deux Nations n'avoient pas encore alors fait les liaiſons que la

guerre a causée depuis, toute la haine & toute la jalousie qui leur sont si naturelles, auroient bientôt éclaté. Il n'y avoit donc aucune raison, qui pût nous engager à prendre les armes, quand même nous aurions été en état de le faire. Mais nos Politiques avoient d'autres vûës, & il fallut bon gré, malgré nous engager dans une nouvelle instigation seule de ceux qui y trouvoient leur interêt particulier. Ainsi la Grande-Alliance fut concluë entre l'Empereur, l'Angleterre & la Hollande : & il y fut stipulé, que si la France dans deux mois ne donnoit à ces Puissances une satisfaction convenable, les Parties interessées seroient obligées de s'aider mutuellement *de tout leur pouvoir.*

C'est ainsi que nous devinmes Acteurs principaux dans une

une guerre, où nos deux Alliez étoient infiniment plus interessez que nous. Quoi qu'il en soit, je ne voi pas que les termes de la Grande-Alliance nous obligeassent à faire les prodigieuses dépenses que nous avons faites jusqu'à present. *Car tout le pouvoir de la Naiion*, ainsi que s'exprime le Traité, ne signifie que les deniers que le Prince peut lever annuellement sur ses sujets. S'il étoit obligé d'emprunter, soit dans ses Etats, soit hors de ses Etats, ce seroit aller au-delà de *son pouvoir*, & de celui de la Nation, ce seroit consumer le fonds & la substance des particuliers, ce seroit se mettre dans la nécessité de prendre de grosses sommes à interêt. C'est ce qu'on a fait: & c'est par-là qu'une partie de la Nation se trouve actuellement engagée à l'autre, avec

peu d'esperance de pouvoir jamais s'acquitter.

C'étoit assez pour nous de differer le payement de nos anciennes dettes, de continuer la taxe sur les terres & sur le malt, avec les autres taxes déja imposées. Nous aurions pû par ce moyen lever des sommes, qui étant bien ménagées, suffisoient pout entretenir cent mille hommes tant sur terre que sur mer: Contingent bien considérable pour celui des Alliez, qui avoit & le moins à apprehender, & le moins à attendre du succés de la guerre. Je ne puis m'imaginer que les Confédérez, dans le temps que la guerre commença, eussent pû refuser de se joindre à nous à cette condition; je ne sçaurois croire qu'ils ayent jamais prétendu que nous dûssions pour

leur sûreté & leur ſeul avantage, nous endetter tous les ans de trois ou quatre millions de livres ſterling.

Quelque paix que les François nous euſſent offerte, elle ne pouvoit jamais nous étre ſi ruineuſe, que nous l'a été cette guerre. Nos deſcendans auront de la peine à concevoir nôtre imprudence, de nous être épuiſez pendant dix ans pour ſoûtenir une guérre ſi onereuſe, & dont la ſuite nous ſera infailliblement plus onereuſe encore ; nous, qui durant une paix de peu de durée avions vû avec horreur l'excés des dettes dont nous étions accablez, qui déteſtions les pernicieux conſeils de ceux qui nous les avoient fait contracter, & qui cherchions des expediens pour nous retirer du malheureux état où nous

nous trouvions plongez. Nos descendans, dis-je, ne pourront concevoir qu'avant que de nous être donné le tems de respirer, nous ayons voulu entrer sans nécessité dans une guerre plus fâcheuse, & qui devoit être selon les apparences, plus longue que la premiere.

Il est évident qu'un particulier qui dépense par an plus que son revenu, le diminuë chaque année, & se voit par-là obligé d'engager de plus enplus ses fonds. Ses dettes s'accumulent, & plus il va en avant, moins il est en état de s'acquitter. C'est ainsi que cette guerre nous a coûté le double de ce que nous avoit coûté la précedente; & si nous étions en état de la continuer encore cinq ans, il est évident que nous dépenserions autant dans ces cinq années seules,

que nous avons fait dans les vingt qui ont précedé. La posterité croira sans doute que c'est ou faute de lumiere, ou faute de probité, que ceux qui ont conseillé cette guerre, ont manqué de faite une supputation si aisée, & une réflexion si naturelle.

Mais non seulement nous avons prodigué nos forces & nos biens d'une maniere indigne ; j'ajoûte que nous avons porté nos armes du côté où il y avoit le moins à esperer pour nous, & où peut-être nos conquétes nous seront un jour funestes. C'est le second article que j'ai resolu d'examiner.

Nous faisons depuis dix ans la guerre dans celles de toutes les Provinces, où les ennemis sont le plus en état de nous resister, d'où nous ne

pouvons tirer aucun avantage, & où il eſt tres-imprudent à nous d'étendre plus loin nos conquêtes; nous y faiſons, dis-je, la guerre depuis dix ans, au lieu d'avoir tourné nos armes du côté qui nous auroit épargné & produit pluſieurs millions, qui auroit en peu de temps affoibli nos ennemis, & qui nous auroit procuré ou une paix avantageuſe, ou de l'argent pour continuer la guerre.

Ceux qui la deſirent encore, font valoir nos ſuccés continuels ; ſuccés, diſent-ils, qui ſurpaſſent infiniment tout ce que nous pouvions attendre. Il eſt vrai que nous avons fait dix glorieuſes cāpagnes; mais cela empêche-t'il que nous ne nous trouvions réduits à l'extremité, ſemblables à un malade qui meurt dans un moment, où il fait paroître

encore de la vigueur ? Mais ceux qui ont conſeillé cette guerre, ont-ils pû prévoir qu'on pût la ſoûtenir pendant dix ans ? Et comptant même ſur d'auſſi grands ſuccés que ceux qui ſont arrivez comme toute eſperance, pouvoient-ils ſe flatter de réduire la France & de ſubjuguer l'Eſpagne, en entretenant nne nombreuſe armée en Flandre? Pouvoient-ils croire que la derniere guerre nous eût laiſſé en état de fournir pendant un ſi grand nombre d'années les ſommes immenſes que nous avons dépenſées ? Dépenſes, dont nous & nos neveux, nous ſentirons longtems. Mais ſi aprés de ſi éclatans ſuccés nous n'avons pas encore réduit la France ; ſi nous ne prévoïons pas, quand nous ſrrons en état de le fai-

te, en ſupoſant même que nous ſerons à couvert des revers de la fortune ; que devons-nous attendre ſelon le cours ordinaire des choſes, ſinon une guerre en Flandres qui peut durer encore vingt ans ? Ceux qui ſe déclarent ſi hautement contre la paix, croyent-ils de bonne foi qu'une ville priſe & cedée aux Hollandois, peut dédommager les Anglois des ſix millions de livres ſterling qu'ils employent tous les ans pour l'armée de Flandre ? Une ville eſt peu de choſe par rapport à de ſi vaſtes ſommes : & je ſuis perſuadé que la France eſt en état de ſoûtenir encore pendant douze ans tout le poids de la Guerre, en nous laiſſant prendre à ce prix une Ville chaque campagne.

Je ne dis pas ceci, pour diminuer l'eſtime que meritent

la valeur de nos troupes & la conduite de nos Generaux. Je ſçay que forcer des lignes, paſſer des Rivieres, prendre des Villes, ſont des actions également éclatantes & glorieuſes : mais quand ces actions toutes belles, toute glorieuſes qu'elles ſont, ne nous apportent point d'avantage ſolide; quand elles ne ſervent qu'à étendre les frontieres des Hollandois, à augmenter la reputation & les richeſſes de nôtre General ; je ne puis m'empécher de dire que tout cela eſt hors de ſa place, & qu'õ auroit pû avec nos troupes & nôtre argent affoiblir davantage les Ennemis, & nous procurer à nous-mêmes quelque avantage ſolide. Ce n'eſt pas le tout ; nous perdons pluſieurs milliers d'hommes; nous nous épuiſons, non pour nôtre interêt, ce qui ſeroit

une marque de prudence; non pour une chose indifferente, ce qui ne seroit qu'une preuve de nôtre legereté; mais pour nôtre propre ruïe, ce qui est la plus haute de nutes les folies.

Nous pourrons peut-être vivre assez long-tems, pour éprouver que les effets de nôtre valeur nous seront plus nuisibles que tout le mal que nous pouvions apprehender de l'Espagne sous la domination du Duc d'Anjou. Nous avons conquis pour ceux qui peuvent devenir un jour nos plus dangereux ennemis, nous avons, dis-je, conquis un vaste païs capable d'entretenir toutes les Troupes necessaires pour sa défense, & de nourrir un prodigieux nombre d'habitans. Les Hollandois ne manqueront pas d'y établir des Manufactures, seul

avantage qui leur manquoit; & qui étant joint à l'induſtrie naturelle de ces Peuples, les mettra en état de l'emporter ſur nous dans tous les païs du monde.

Nôtre contingent de quarante mille hommes, ſelon qu'il étoit d'abord ſtipulé, joint aux Troupes que les Hollandois devoient fournir, auroit fait une Armée de près de deux cens mille combattans, ſans parler des Garniſons; & une telle Armée auroit été en état de réſiſter à toute la puiſſance de la France. Ce qui nous reſtoit de Troupes auroit auſſi pû être plus utilement employé ailleurs, & pour le bien de la cauſe commune, & pour nôtre interêt particulier.

Il faut imputer la Guerre d'Eſpagne à la crédulité de nos miniſtres, qui ſe laiſſerent

persuader par la Cour Imperiale, que les Espagnols étoient si fortement attachez à la Maison d'Aûtriche, qu'aussi-tôt que l'Archiduc y paroîtroit à la tête de quelques Troupes, tout le Royaume se révolteroit. Nous y avons donc transporté une Armée, & nous y avons trouvé, ou que l'Empereur s'étoit trompé lui-même, ou qu'il avoit voulu nous tromper. Quoy qu'il en soit, nous avons continué la Guerre en Espagne à nôtre grand désavantage; & l'unique General que nous y ayons eu, qui par sa conduit ou par son bonheur nous avoir presque mis en possession de l'Espagne, y fut lâchement abandonné, exposé à l'envie de ses rivaux & aux caprices d'un jeune Prince sans expérience, soûmis à la tyrannie des Ministres Allemands,

mands, & enfin rappellé en Angleterre. Ainſi nos armées d'Eſpagne & de Portugal ont été ſacrifiées à l'avarice, à la mauvaiſe conduite, & à la trahiſon des ennemis de ce General.

Si nous avions agi prudemment, nous aurions dû dans une conjoncture ſi favorable pouſſer cette guerre avec toute la vigueur poſſible : ou ſi nous avions deſeſperé de réüſſir, nous n'aurions pas dû la continuer. C'auroit été aſſez de tenir nos troupes ſur la défenſe en Catalogne, & de chercher quelque moyen plus efficace d'affoiblir l'ennemi, & de nous enrichir nous-mémes.

Il ſe préſentoit à nous un vaſte champ d'honneur & de profit, que nous avons cependant negligé contre toutes les maximes de la vraye politi-

que. Nos forces maritimes ſont ſi grandes, que nous avons peine à ſouffrir que nos Alliez comparent celles des Hollandois aux nôtres : & cependant nous n'avons jamais ſongé à les mettre en uſage. Quelques politiques ont prétendu qu'il falloit conquerir l'Eſpagne en commençant par la Flandre : d'autres ont ſoûtenu qu'il falloit commencer par la Sicile ou par Naples : je m'étonne que perſonne n'ait jamais penſé aux Indes Occidentales.

En nous bornant à fournir nôtre contingent de quarante mille hommes en Flandre, nous aurions mis nos flottes en état d'affoiblir les Eſpagnols dans l'Amerique, d'enlever les Gallions ou d'en empêcher le retour en Eſpagne. C'eſt ce qui convenoit à une puiſſance maritime telle

que nous ſommes ; & par-là nous aurions certainement obligé la France de faire la paix, & l'Eſpagne de reconnoître l'Archiduc. Mais tandis que nous répandons avec profuſion nôtre argent dans toutes les parties de l'Europe, la France s'eſt attiré tout le commerce du Perou : ſes vaiſſeaux allant en droiture à Lima & aux autres Ports de l'Amerique, ſe chargent d'or & d'argent pour des marchandiſes de peu de valeur. Ce commerce produit à la France des ſommes immenſes, & il eſt à craindre qu'il ne ruine le nôtre, en faiſant paſſer pour l'avenir aux ennemis le profit que nous en retirions. Car tout le monde ſçait les grandes ſommes que nous produiſoient les marchandiſes que nous envoyions tous les ans à Cadix, pour être de là

transſportées aux Indes. Nous avons vû toutes les ſuites de ce nouveau commerce des François, & nous n'avons pas cherché le moyen de l'arrêter.

Il eſt vray que quelques particuliers de Briſtol, ayant équippé il y a trois ans des vaiſſeaux à leurs propres dépens, & ayant heureuſement fait le voyage de l'Amerique, y prirent un vaiſſeau d'Aquapulco richement chargé,& qu'il s'en fallut peu qu'ils ne s'emparaſſent d'un autre. Mais cette expedition-là même de quelques particuliers, doit nous faire concevoir ce que nous aurions pû attendre d'une entrepriſe de laNation.Du moins nous aurions empêché des ſommes immenſes d'entrer en France & en Eſpagne, ſi nous n'avions pas éte aſſez heureux pour pouvoir nous en ſaiſir.Et s'il eſt vrai, cõme les Partiſans

de la guerre l'aſsûrent, que les François ſoient réduits à une extrême pauvreté , en quel état ſeroient-ils donc, ſi nous leur avions ôté cette reſſource ? mais les grands évenemens dépendent ſouvent des moindres circonſtances. C'eſt nôtre malheur que la mer n'ait pas été l'élément du Duc de Marleboroug. Car alors le fort de la guerre auroit certainement tourné de ce côté-là , ce qui auroit procuré des avantages infinis au Royaume. Avantages, qui auroient peut-être égalé ceux que ce General a tiré de ſes campagnes.

Mais , dira-t'on , ſi nous avions fait une tentative ſur l'Amerique , elle n'auroit pas manqué de donner de la jalouſie aux Hollandois , & elle auroit mécontenté la Maiſon d'Autriche. Ces ſortes de diſ-

cours deviennent aſſez communs ici depuis quelques années ; & ceux qui en ſont les auteurs, ont appris à nos Alliez à en tenir de pareils. Car ſans cela on auroit de la peine à s'imaginer, que nous qui portons le plus grand poids de la guerre ſans eſperance d'en tirer aucun profit ; on auroit, dis-je, de la peine à s'imaginer, que nous n'oſaſſions pas faire une entrepriſe, même contre l'ennemi commun, pour nôtre propre interêt, de peur de donner de l'ombrage à nos Alliez, tandis qu'ils nous voient combattre pour leur conquérir des Provinces & des Royaumes. J'avoüe donc, mais j'avoüe avec quelque eſpece de honte, que cette objection n'eſt que trop bien fondée. Car tout le monde ſçait que lorſqu'on tenoit encore ſecrette l'expé-

dition de M. Hill (contre le Canada,) l'Empereur & les Hollandois ayant ſoupçonné qu'elle pouvoit regarder le Perou, les derniers en firent des plaintes, & que les Miniſtres de Vienne dirent aſſez hautement, *qu'il étoit inſolent à la Reine, de ſonger à une telle entrepriſe.* Quoique cette enrrepriſe ait manqué dans la ſuite, en partie par les accidens d'une tempête, en partie par la trahiſon de ceux qui en avoient été les premiers auteurs, il eſt toûjours vray qu'elle a été bien concertée, & que ſelon toutes les apparences elle devoit réüſſir.

Il eſt aſſez étonnant que les Hollandois ayent témoigné leur mécontentement, lorſqu'ils ont crû que cette expédition regardoit les Indes Occidentales : car on étoit convenu mutuellement que tout

ce qu'ils prendroient dans ce ce pays-là, leur appartiendroit, & que tout ce que nous y prendrions seroit à nous. C'est icy, je crois, le seul article de tous nos Traitez qui regarde l'interêt des Anglois : & c'est pour cette raison-là même que cet article a toûjours été negligé. Je prie ceux à qui cette reflexion paroîtroit trop dure, d'éxaminer toute la suite de la guerre présente tant sur terre que sur mer, avec les Traitez faits avec les Alliez : ils verront qu'on a pris un soin particulier d'empêcher la Grande-Bretagne de tirer le moindre avantage de la guerre.

La conduite de nos deux principaux Alliez à cet égard, a appris aux autres de quelle maniere ils devoient en user avec nous. Effectivement il n'y a pas un seul petit Prince parmi

mi ceux que nous entretenons de nos ſubſides, qui ne ſoit prêt à chaque occaſion de nous menacer, ſi nous n'acquieſçons pas à ſes demandes, de nous retirer ſes troupes, quoiqu'il n'ait pas de quoi les faire ſubſiſter chez lui.

Pour ce qui regarde le troiſiéme point, je produirai des faits qui feront voir avec quelle patience nous avons ſouffert, que les Alliez ayent violé tous les articles des Traitez qu'ils avoient faits avec nous; & qu'ils nous en ayent fait porter tout le poids. Mais avant que d'entrer en matiere, il ſera bon de faire quelques reflexions ſur trois de nos Traitez. Elles ſerviront à faire remarquer combien peu nos Miniſtres ſe ſont mis en peine des interêts & de la gloire de l'Etat.

Nous avons fait deux Al-

liances avec le Portugal, l'une offensive & l'autre défensive. La premiere ne doit subsister que pendant la guerre présente, la seconde doit être perpetuelle. Dans l'Alliance offensive, l'Empereur, l'Angleterre, & la Hollande sont engagez avec les Portugais : dans l'Alliance défensive il n'y a que nous & la Hollande d'engagez avec le Portugal.

Par la grande Alliance il est permis, comme je l'ai déja dit, à nous & aux Hollandois de retenir tout ce que nous pourrons prendre sur les Espagnols dans les Indes Occidentales. Mais dans le Traité offensif conclu avec le Portugal, il est dit positivement que l'Archiduc sera mis en possession de tous les Etats, de toutes les terres, de toutes les places qu'à possedé le feu Roi Charles. Nous violâmes peu de

tems aprés cet article là même, en faveur du Portugal, en stipulant par un autre Traité, que l'Archiduc seroit obligé de ceder au Portugais l'Estramadoure, Vigo, & quelques autres places. Ceux qui sont instruits du secret des affaires, pourront dire, si ces contradictions viennent de la trahison ou de la stupidité de nos Ministres.

Par deux autres articles (car je ne prétens pas insister ici sur ce que nous servons de convois aux vaisseaux Portugais & de Gardes-côtes ordinaires à ce Royaume) nous sommes obligez de deviner les pensées mêmes des ennemis, & de croire le Roi de Portugal sur sa parole, autant de fois qu'il appréhende une invasion; & cette superiorité ne doit pas se regler selon nôtre propre jugement, c'est

Sa Majeſté Portugaiſe qui en doit être le ſeul juge. De plus il eſt tellement maître de nos flottes, qu'il peut les envoyer aux Indes, ou les garder pour la ſûreté de ſes côtes, s'il le juge à propos. Au reſte, nos vaiſſeaux ne doivent pas ſeulement dépendre du Roi; ils doivent obeïr auſſi à ſes Vice-Rois, à ſes Amiraux & à ſes Commandans tant en Europe qu'aux Indes. Ces conditions ſont ſi dures, qu'on n'en imposa jamais de pareilles, ſi ce n'eſt à des nations conquiſes.

Dans l'Alliance défenſive, où nous ſommes engagez conjointement avec les Hollandois, on nous oblige de tenir nos flottes ſur les côtes de Portugal, ou de les envoyer aux Indes, ſelon que le Roi le jugera à propos. Les

Anglois

Anglois & les Hollandois sont encore obligez de fournir douze mille hommes effectifs aux Portugais, & de les entretenir à leurs propres frais : & il est stipulé que toutes ces troupes tant sur terre que sur mer, seront soûmises aux Generaux Portugais.

On ne fait mention dans l'Alliance offensive d'aucun secours que le Portugal en cas de besoin soit obligé de nous fournir : mais il est fort prudemment stipulé dans l'Alliance défensive, que cette Couronne sera tenuë de faire la guerre à la France, ou à l'Espagne autant de fois que nous serons attaquez par une de ces Puissances ; à condition néanmoins que nous envoyerons d'abord en Portugal autant de troupes qu'il faudroit pour défendre ce Royaume, au cas qu'il fut lui-même at-

taqué. C'eſt-là une politique digne de nos Miniſtres : car par-là nous ſommes obligez, au lieu de nous ſervir de nos flottes & de nos armées pour nôtre propre défenſe, de les envoyer pour aſſûrer le Portugal.

Le treiziéme article de ce Traité explique en quoy conſiſte le ſecours que les Portuvais nous promettent. Ils doigent nous fournir dix vaiſſeaux de guerre. Et en cas que l'Angleterre ou la Hollande ſoient attaquées en même-temps & par la France & par l'Eſpagne, ou par l'Eſpagne ſeule, alors les dix vaiſſeaux de guerre ne quitteront pas les côtes de Portugal. Ils y ſeſont ſans doute d'un grand uſage aux Alliez, & ils y pourront faire des proüeſſes conſidérables contre les ennemis.

Il ſeroit aſſez inutile de re-

chercher icy, pourquoy les Hollandois ſont entrez dans ces deux Alliances; puiſqu'ils n'en ont jamais obſervé un ſeul article, & qu'ils ſe ſont contentez d'en rejetter tout le poids ſur nous.

Qu'un homme de ſens parcoure tous les articles de ces deux Traitez, il aura tout lieu de croire que le Roi de Portugal les a composez lui-même dans ſon Conſeil, & qu'il les a enſuite envoyez ſigner à ſes Alliez. Depuis le commencement juſqu'à la fin de ces Traitez, on voit qu'ils ſont faits uniquement pour regler ce que l'Angleterre & la Hollande doivent fournir au Portugal: car on n'y fait mention d'aucun équivalent, ſi ce n'eſt de dix vaiſſeaux de guerre, qui dans le tems même où nous pourrions en avoir le plus de beſoin, ſont obligez

de ſe tenir ſur les côtes de Portugal.

Le Traité qui regle *la Barriere*, ſont conclu entre la Hollande & l'Angleterre le 29. d'Octobre 1709. Il n'y a que le ſecond & le vingtiéme articles de ce Traité qui regardent l'Angleterre. Par le premier de ces articles il eſt ſtipulé, que les Etats Generaux maintiendront l'acte pour la ſucceſſion. Par le ſecond les Etats s'engagent à ne point traiter de paix avec la France, juſqu'à ce que le Roy reconnoiſſe la Reine & la ſucceſſion dans la Maiſon d'Hanover, & promette de faire ſortir le Pretendans de ſes Etats.

Quant au premier de ces articles, il eſt ſans doute de l'interêt des Etats Generaux que la ſucceſſion à la Couronne d'Angleterre ſoit conſervée dans la ligne proteſtan-

te. Car le Prince Catholique que nous apprehendons, ne manqueroit pas de se joindre à la France, pour ruiner cette Republique ; & les Hollandois sont autant obligez de maintenir *l'acte de succession*, qu'ils sont obligez d'observer les articles d'un Traité offensif ou defensif conclu pour leurs propres interêts.

Sa Majesté est en paisible possession de ses Royaumes, elle est maîtresse des cœurs de ses sujets : & je suis persuadé que parmi cinq cens Anglois, à peine s'en trouvera-t'il un ou deux, qui épousent les interêts du Prétendant. Si l'assistance que les Hollandois nous promettent pour maintenir nôtre *acte de succession*, si, dis-je, cette assistance est un équivalent proportionné ou non, à tous les articles dont nous sommes convenus dans

ce Traité, c'eſt aux perſonnes éclairées à en juger. Mais quelle idée les étrangers pourront-ils avoir de nôtre gouvernement, lorſqu'ils verront que nos Miniſtres ſont obligez d'engager les Hollandois d'être garants de nos Actes de Parlement ? Un Prince étranger peut reconnoître la *ſucceſſion* : mais on ne doit pas le prier d'en être garant. En effet, il ſemble par-là que nous ne pourrions pas ſous quelque prétexte & pour quelque raiſon que ce pût être, changer l'acte de ſucceſſion, ſans le conſentement de ceux qui en ont été les garants.

L'autre article eſt une ſuite néceſſaire de tout Traité de Paix que l'on feroit avec la Franee. *Il* ne s'y agit que de reconnoître Sa Majeſté pour Reine de ſes propres Etats, de

reconnoître le *droit de la succession* établi par nos propres Loix : ce qu'une Puissance étrangere ne peut pas nous disputer. Cependant pour meriter de telles graces des Etats, tous les autres articles du Traité que nous avons conclu avec eux, tegardent leurs seuls interêts.

Pat la Grande-Alliance, qui est le fondement de la guerre presente, nous devions recouvter les Pays-Bas Espagnols, & les rendre au Roi d'Espagne. Par le Traité qui regle *la barriere* dont nous parlons, ce Prince ne doit rien posseder en Flandre durant tout le cours de la guerre. Aprés la paix, les Hollandois auront le commandement militaire de vingt villes & de leurs dépendances, & l'Espagne sera obligée de leur payer quatre cens mille écus par an pour l'entretien

des garniſons. Par là ils ſeront maîtres de toute laFlandre depuis Nieuport ſur la mer juſqu'à Namur ſur la Meuſe ; ils ſeront maîtres du pays de Vaës, un des plus abondans de l'Europe : & en cas de guerre, ils pourront mettre des garniſons dans telle Ville des Pays-Bas Eſpagnols qu'ils jugeront à propos. Ainſi,ſi l'Angleterre venoit à leur declarer la guerre, il leur eſt permis par ce Traité de s'emparer d'Oſtende.

Par ce Traité, les Hollandois deviennent maîtres abſolus de toute la Flandre Eſpagnole : ils y pourront impoſer & lever des taxes, permettre ou défendre le commerce à leur gré ; ils y pourront établir des Manufactures, particulierement celles de laine, en y faiſant venir des ouvriers Irlandois, & les Refugiez François qui

qui ſont répandus par toute l'Allemagne. Et à meſure que ces Manufactures augmentetoient en Flandre, à meſure auſſi nous ouvriers ſeroient obligez de nous quitter : de ſorte qu'en peu d'années les Hollandois deviendroient maîtres du plus riche commerce qui ſoit aujourd'hui ; & il eſt évident que par-là ils augmenteroient tres-conſidérablement leurs forces.

Par le Traité tous les Ports de Flandre ſeront ſujets aux mêmes impôts que les Hollandois jugeront à propos de mettre ſur l'Eſcaut, qui ſe trouve fermé du côté des Etats. On voit aſſez que par cet article, ils excluent les autres Nations du commerce des Pays-Bas ; & cependant il eſt di: dans ce même article, *Que les Hollandois ſeront auſſi li-*

bres de trafiquer dans les Etats dépendans du Roi d'Espagne, que les sujets de la Grande-Bretagne. Ainsi nous avons conquis la Flandre uniquement pour les Hollandois ; & nous y sommes dans une pire condition, par rapport à nôtre commerce, que nous n'étions au commencement de la guerre.

Nous avons été le support du Roi d'Espagne, auquel les Hollandois n'ont presque rien fourni ; & cependant ils doivent avoir autant de liberté de trafiquer dans ses Etats que nous. De tout ceci la Reine est garante ; & qui plus est, elle s'est engagée à maintenir les Hollandois en possession de leur barriere, & de leur faire payer quatre cens mille écus par an.

Il faut remarquer que ce Traité ne fut signé que par un de nos Plenipotentiaires ; &

l'on assûre que l'autre declara hautement qu'il aimeroit mieux perdre la main droite, que de signer un Traité si honteux & si préjudiciable à l'Angleterre. Si cette protestation eût été faite à temps, & qu'on en eût été instruit ici, ce Ministre auroit sauvé son honneur, en sauvant l'honneur de l'Etat. On assure qu'il manquoit d'autres clauses essentielles pour la validité de ce Traité ; mais nos Ministres ont mieux aimé sacrifier la gloire de la Couronne & la sûreté de la Nation à l'interét & à l'avarice des Favoris, que de s'opposer à leur ambition.

Voyons maintenant de quelle maniere les Alliez ont observé les Traitez qu'ils ont faits avec nous.

Par la Grande-Alliance concluë entre l'Empire, l'Angleterre, & la Hollande, il étoit

ſtipulé que nous aſſiſterions ces deux Alliez ſur terre & ſur mer de toutes nos forces : *totis viribus*. Dans un Traité conclu depuis, on regle le contingent de chaque Allié. L'Empereur eſt obligé de fournir contre la France, ſoit en Italie, ſoit ſur le Rhin quatre-vingt-dix mille hommes : la Hollande s'eſt engagée à fournir ſoixante mille hommes en Flandre, ſans y comprendre les garniſons : nôtre contingent devoit être de quarante mille hommes.

En 1702. le Duc de Marleborough remontra au Parlement, qu'il falloit encore lever dix mille hommes : ce qui lui fut accordé, à condition que la Hollande en fourniroit un pareil nombre, & qu'elle romproit tout commerce avec la France. Mais cette derniere clauſe ne fut jamais executée : car

car peu de temps aprés la *ses-sion* du Parlement, le Duc de Marleboroug conjointement avec les Etats, sans avoir consulté ni la Reine, ni le Parlement, la fit rayer du Traité. Les campagnes suivantes le Parlement augmenta encore nôtre contingent pour la guerre de Flandre : mais à proportion que nous augmentions le nombre de nos troupes, les Etats diminuoient le nombre des leurs. Le Parlement s'en étant apperçû, pria la Reine de faire observer aux Hollandois les conventions qu'ils avoient faites avec nous: mais ils n'eurent aucun égard à ses remontrances. Ils conserverent à la vérité le nombre de leurs Regimens : mais ces Regimens étoient si foibles, qu'il y manque encore la cinquiéme partie des hommes qu'il faudroit pour les

rendre complets. Ainſi par une ſorte de renverſement, nous fourniſſons maintenant un tiers de troupes plus que les Hollandois, au lieu qu'ils en devroient fournir un tiers plus que nous.

Ajoûtons à cela que plus nous conquerons de Villes pour la Hollaude, moins sommes-nous en état de réduire les ennemis, & d'obtenir la paix. Car les Hollandois retiennent une bonne partie de leurs troupes pour les mettre en garniſon, ce qui eſt formellement contraire aux conventions : & cet abus eſt vénu à un tel point, que la Grande-Bretagne ſeule a fourni cette année plus de troupes, qu'il n'y en avoit dans toute l'armée commandée par le Duc de Marleboroug. L'on ſçait d'ailleurs qu'aux batailles d'Hochſtet, & de Ramilly,

l'armée des Confédérez n'étoit pas de cinquante mille combattans effectifs.

Le Duc de Marleboroug ayant forcé les lignes des ennemis & pris Bouchain, avoit resolu de faire hiverner un assez grand nombre de troupes, principalement de Cavalerie, à Lille, à Tournai, à Doüay, & dans les Villes d'alentour, pour être en état d'alarmer les Provinces voisines, d'empêcher les ennemis de faire leurs magazins, & de les obliger d'assembler leur armée au Printemps au-delà de la Somme. L'execution de ce projet demandoit de gros fonds; il falloit amasser du fourage, faire bâtir des écuries, & fournir aux troupes du bois, de la chandelle, &c. La Reine a d'abord consenti à fournir sa part du fourage : mais les Etats ont

prétendu ensuite que Sa Majesté devoit aussi entrer dans les autres frais, & elle s'y est accordée, plutôt que de voir manquer un projet de cette importance. Nous sçavons cependant que ce projet a manqué ; parce que les Hollandois n'ont voulu consentir à l'execution, que lorsqu'il n'en étoit plus temps.

Il se peut faire qu'un article du Traité des contributions en ait été la cause. Car un des principaux avantages que nous aurions tiré de l'execution de ce projet, auroit été d'empêcher les ennemis de faire des magazins ; & par le Traité des contributions que les François ont conclu avec les Etats, il est permis à ceux qui les payent, de transporter leurs grains & leurs fourages où bon leur semble. Il paroît donc que les Hol-

landois ont préferé leur interét particulier aux avantages de la cauſe commune.

Comme nous étions en état de pourſuivre la guerre avec plus de ſuccés ſur mer que ſur terre, on convint que nous fournirions *cinq huitiémes* des frais ; & que les Hollandois en fourniroient les trois autres, & il étoit ſtipulé par le Traité de la Grande-Alliance, que tout ce que l'Angleterre ou la Hollande pourroient conquerir dans les Indes Occidentales, demeureroit à ceux qui s'en feroient rendus maîtres. Nous avions donc lieu d'eſperer que les Etats compenſeroient ſur mer les troupes qu'ils ne fourniſſoient pas ſur terre : mais tout le contraire eſt arrivé. Car ils n'ont jamais fourni leur contingent ni d'hommes, ni de vaiſſeaux : ou s'ils ont mis quelques Eſca-

dres en mer ; bien-tôt elles ont été obligées d'escorter leurs vaisseaux marchands. Nous nous souvenons encore, que quand nous fûmes ici menacez d'une invasion, les Hollandois que nous avions pris pour garands *de la succession*, firent passer leur contingent dans la Mediterranée, sans envoyer un seul vaisseau à nôtre secours. Et l'année passée, lorsque le Chevalier Jaques VVishart fut envoyé en Hollande, pour remontrer aux Etats qu'ils ne gardoient pas les conventions qu'ils avoient faites avec nous par rapport à la marine, ce Chevalier fut reçu d'une maniere qui ne convenoit pas à une République qui a tant d'obligations à l'Angleterre.

Une autre chose qui cause un dommage infini à l'Angleterre, c'est que les Hollandois

ſont trop lents à payer leur part des ſommes convenuës. Il arrive de-là que la Reine ſe trouve obligée de faire ſeule les avances : & ſi elle n'eſt pas bien exacte à les faire, les Alliez ne manquent pas de s'en plaindre. Au mois de Juillet 1711. la Reine fournit tout ce que l'on devoit au Roi Charles juſqu'au premier de Janvier 1712. Cependant ce Prince n'a pas laiſſé de lui faire dire, que ſi elle ne lui fourniſſoit pas de plus puiſſans ſecours, il ſeroit obligé de prendre d'autres meſures. On ſçait d'ailleurs qu'en ce temps-là même il n'avoit pas à ſa ſolde le tiers des troupes qu'il eſt d'obligé d'entretenir, & que ces troupes même n'étoient ni payées, ni habillées.

Ajoûtons un autre exemple, qui fera voir le peu d'égards que le Roi Charles a

pour la Reine. Sa Majesté ayant emprunté deux cens mille lives sterling des Genois, les envoya à Barcelone pour payer l'armée d'Espagne. Cet argent devoit être changé dans les especes courantes en Catalogne, qui à cause de l'alliage devoient produire vingt-cinq livres par cent de gain. La Reine croyoit profiter de cette somme qu'elle avoit déja destinée aux frais de la guerre : mais le Roy Charles n'y voulut pas consentir, & en fit present à un de ses Courtisans. Cet incident empêcha pour quelque-temps de travailler aux nouvelles especes : & comme on representoit au Prince que les troupes mouroient de faim ; il répondit avec son humanité ordinaire : *Qu'elles crevent.*

Puisque nous parlons de subsides, il sera bon de faire voir

voir l'idée que les Etrangers se forment de nos richesses, & combien ils s'en croyent les maîtres. La Reine étoit convenuë de payer deux cens mille écus par an aux troupes de Prusse. Les Etats de leur côté devoient fournir cent mille écus, & l'Empereur soixante mille pour des recruës. Mais cette somme n'a jamais été fournie par Sa Majesté Imperiale. Comme le Prince Eugene passoit il y a quelque-temps par Berlin; les Ministres de cette Cour lui firent des plaintes sur ce que l'Empereur ne tenoit pas sa parole. Son Altesse leur promit que l'Angleterre & la Hollande s'obligeroient à leur fournir dans la suite soixante & dix mille écus plus que leur contingent ; & que l'Empereur seroit dans la suite plus exact à payer le sien. Tout cela

fut fait ſans nôtre participation. Les Hollandois n'y voulurent pas conſentir : mais le Miniſtre de Pruſſe s'étant adreſſé à nôtre Cour pour le payement de la ſomme accordée par le Prince Eugene, obtint que nous fournirions nôtre part avant même que nous euſſions appris quelle reſolution les Hollandois pourroient avoir priſe. Il y a apparence que Sa Majeſté Pruſſienne ne ſe plaindra pas à la fin de cette guerre, comme elle fit à la fin de la précedente, qu'il y avoit vingt mille écus de moins dans ſes coffres, qu'il n'y avoit, lorſqu'elle avoit commencé.

L'Empereur, comme nous avons déja dit, n'ayant pas de flotte à entretenir, & étant le plus intereſſé à la guerre, devoit fournir quatre-vingt-dix mille hommes. Mais cette

clauſe a été ſi mal obſervée, que depuis le commencement de la guerre juſqu'à preſent, aucun des deux feux Empereurs n'a mis enſemble vingt mille hommes en campagne; ſi ce n'eſt une ſeule fois en Italie, dont la conquête leur tenoit plus au cœur que celle de l'Eſpagne ou des Indes. La Cour Imperiale ne doutant point que nous ne dûſſions nous plaindre de ce qu'elle ne fourniſſoit pas ſon contingent, a trouvé qu'il lui étoit moins coûteux de faire des préſens *à un ſeul homme*, que d'entretenir & de payer une armée. Cette Cour a cru ne pouvoir mettre ſes affaires en de meilleures mains, & devoir nous laiſſer le ſoin de combattre pour elle.

Le peu de conſideration de l'Empereur pour ſes Alliez & pour la cauſe commune, a

paru sur tout au moment qu'il a vû l'Empire en sûreté. Tout le monde sçait qu'il auroit pû en plus d'une occasion conclure une paix honorable avec ses sujets mécontens de Hongrie, s'il n'avoit pas sacrifié les interêts des Alliez à sa passion, qui le portoit à mettre dans les fers un pauvre peuple, auquel on n'avoit donné que trop de sujets de prendre les armes pour se délivrer de l'oppression sous laquelle il gémissoit. Mais cette guerre servoit de prétexte à l'Empereur pour violer le Traité qu'il avoit conclu avec nous, & pour envoyer en Hongrie un corps considerable de troupes, qui auroient été plus utilement employées contre la France.

Un autre exemple de l'indifference de l'Empereur pour les interêts de la cause commune,

mune, eſt l'affaire de Toulon. Le deſſein qu'on avoit formé ſur cette place, fut d'abord éventé à Londres par une creature d'un homme qui étoit en place, & qui eſt connu plûtôt pour un habile joüeur que pour un grand politique. En ce temps-là, il s'étoit introduit en Angleterre un commerce honteux & mercenaire de gagner de l'argent en pariant : & il me ſouvient qu'un homme de condition ayant un jour eu la curioſité de s'informer comment alloient les paris ſur *la place*, il trouva des particuliers parfaitement inſtruits des ſecrets du cabinet, que l'on faiſoit entrer dans ce commerce. Il eſt toûjours certain que le deſſein que l'on avoit ſur Toulon, fut d'abord découvert ici par un de ces parieurs :

mais cela n'en auroit pas empêché l'execution, si l'Empereur n'avoit pas envoyé en même-temps douze ou quinze mille hommes, pour se saisir de Naples. La conquête de ce Royaume le regardoit de bien plus prés que la prise de Toulon : & on sçait d'ailleurs que Sa Majesté Imperiale ne souhaitoit pas que Toulon tombât entre les mains des Alliez. Il y a cependant bien de l'apparence, que le dessein sur Toulon auroit réüssi malgré tous ces contretemps, si le Prince Eugene ne l'eût traversé. Nous ne devons pas imputer cette conduite à la mauvaise volonté de ce Prince, mais à la politique de la Cour de Vienne. Le Duc de Savoye avoit resolu de combattre les ennemis, au moment que ses troupes arriveroient : on l'o-

bligea de differer le combat, pendant ce temps-là toute l'armée du Maréchal de Tessé se rendit à Toulon, aprés quoi il fut impossible d'executer le dessein des Alliez contre cette place. Si nous nous en fussions rendus maîtres, il est certain que nous aurions absolument ruiné la marine des ennemis.

Mais ce qui montre le mieux l'éloignement que l'Empereur a pour nous, c'est la conduite que la Cour de Vienne a tenuë depuis peu de mois à nôtre égard. On avoit cru que la guerre poussée avec vigueut du côté de la Savoye, feroit faire diversion aux ennemis, les blesseroit dans l'endroit le plus sensible, & faciliteroit le progrés de nos armes en Espagne & en Flandre. On proposa donc au Duc de Savoye de se mettre à la tête de

cette expedition, & de tâcher de prendre ses quartiers d'hyver en deça des monts. Pour l'y engager, il étoit nécessaire de terminer les differens de ce Prince avec l'Empereur, qui refusoit d'executer quelques articles du Traité conclu avec Son Altesse Royale au commencement de la guerre, & dont Nous & les Hollandois sommes garands. Pour lever cette premiere difficulté, le Comte de Peterboroug fut envoyé à Vienne,& il y obtint une partie des choses que le Duc de Savoye demandoit. Il auroit sans doute terminé le tout, si l'Empereur Joseph ne fût mort sur ces entrefaites.

Cela n'empêcha pas le Duc de Savoye de se mettre à la tête de son armée. Il s'agissoit du bien de la cause commune : & d'ailleurs ce Prince voyoit qu'il lui étoit impossi-

ble de terminer entierement ſes differens avec la Cour Imperiale juſqu'à l'élection d'un nouvel Empereur. Il eſt vrai que pour executer le deſſein que l'on avoit projetté, il demanda que cette Cour lui fournît huit mille hommes avant la fin de la campagne. Sur cela Monſieur VVhitvvorth fut envoyé à Vienne. La Reine l'avoit chargé plûtôt que de laiſſer échoüer un deſſein ſi important, d'offrir quarante mille livres ſterling pour le payement des troupes : mais les Miniſtres Imperiaux declarerent à cet Envoyé, qu'il leur étoit impoſſible d'entrer dans les vuës de la Reine. La guerre de Hongrie étoit alors terminée: ainſi elle ne pouvoit pas leur ſervir d'excuſe. Ils ſe contenterent d'oppoſer quelques raiſons vagues & generales à la

proposition qui leur étoit faite ; & aprés bien des délais & des pretextes frivoles, ils refuserent absolumēt les huit mille hommes, qui auroient cependant plus incommodé la France que n'auroit pû faire une armée considerable d'un autre côté. C'est ainsi que ce dessein a échoüé au grand desavantage des Alliez. Si nous avions empéché les François de faire leurs magazins en Flandre, si nous avions pris des quarties d'hyver en Dauphiné, nous aurions certainement déconcerté tous les projets des ennemis, & avancé la paix qui paroît encore assez éloignée. Peut-on marquer une seule occasion durant le cours de cette guerre, où nous ayons traité le moindre de nos Alliez d'une maniere aussi indigne ? Nous a-t-on jamais vû, sous prétexte

que nous ne le pouvions pas, ou que nous n'y étions pas obligez, nous a-t-on jamais vû rien refuser aux Alliez, lorsqu'il s'est agi de la cause commune, même dans le temps que l'Angleterre étoit menacée d'une invasion.

Lorsque le Portugal entra dans la grande Alliance, il fut stipulé que l'Empire, l'Angleterre, & la Hollande entretiendroient chacun quatre mil hommes dans ce Royaume; & que ces trois Puissances payeroient un million de patacons pour l'entretien de vingt-huit mille Portugais: c'étoit quarante mille hommes qui devoient former l'armée des Confédérez en Portugal. Le Traité fut ratifié par les trois Puissances, qui s'y étoient engagées: mais peu de temps aprés l'Empereur ayant déclaré qu'il n'étoit pas

en état de fournir ſon contingent, nous fûmes obligez de nous charger de ſon tiers de troupes, auſſi bien que de ſon tiers des ſommes ſtipulées pour l'entretien des troupes Portugaiſes. Ce n'eſt pas tout: les Hollandois ayant envoyé en Portugal leur contingent de quatre mille hommes, ce qu'ils n'ont fait qu'aprés que nous y en avons envoyé huit mille, ils n'ont jamais recruté ces troupes. Car en 1706. les Portugais, les Anglois, & les Hollandois étant commandez par le Comte de Gallovvai, ce grand General les fit marcher d'abord en Caſtille, & de-là il fut obligé de ſe retirer à Valence. L'armée ſe trouvant ainſi ruinée, il fallut en lever un autre en Portugal, où la Reine a augmenté ſon contingent jusqu'au nombre de dix mille cinq cens hommes.

mes. Mais en six années de temps les Hollandois n'y ont pas envoyé un seul homme, ni fourni un seul denier des sommes dont ils étoient convenus.

L'armée d'Espagne en Catalogne est ou doit être d'environ cinquante mille hommes, sans y comprendre les Portugais. Toute cette armée est entretenuë aux frais de la Reine. Il n'y en a que sept Bataillons & quatorze Escadrons de Hollandois & de Palatins, qui ne soient pas à nôtre paye : & de ces derniers mêmes, nous en entretenons 15 cens. Je ne parle pas ici des subsides que nous fournissons au Roy Charles pour l'entretien de sa Cour, ni des troupes que nous avons à Gibraltar. L'on sçait que les sommes immenses qu'il nous a coûté pour transporter, les troupes & les re-

cruës Imperiales de Genes à Barcelone. Nous avons même été obligez de les faire à nos dépens ces recruës, & d'acheter bien cher des chevaux qui souvent ne valoient pas les frais du transport. Mais ç'a été la destinée de nôtre flotte pendant toute cette guerre, d'être occupée à transporter des troupes, au lieu de faire quelque entreprise pour le bien de la nation & de nôtre commerce.

Nous avons déja conquis toute la Baviere, Ulme, Ausbourg, Landau & une partie de l'Alsace pour l'Empereur. Les troupes que nous avons fournies, les armées que nous avons payées, les diversions que nous avons fait faire aux ennemis, ont contribué à la conquête du Milanez, de Mantouë & de la Mirandole, & au recouvrement du Duché

de Modene. Le feu Empereur sçût remplir ses coffres des sommes qu'il tira de ces pays conquis : mais il n'augmenta pas pour cela ses troupes contre la France.

Dans le Traité qui regle *la Barriere*, il est stipulé que les Villes qui n'étoient point de la nomination Espagnole au temps de la mort du feu Roi d'Espagne, & qui seront conquises sur la France, appartiendront en toute souveraineté aux Etats Generaux, & qu'ils auront le commandement militaire des plus considérables des autres places. Par-là ils sont aujourd'huy les maîtres absolus de la Flandre, & ils ont sçû si bien profiter de cet avantage, conjointement avec nôtre General, que ces Provinces se tronvent plus opprimées qu'elles ne le furent jamais.

Les autres Princes nos Confédérez ont imité l'exemple de nos deux principaux Alliez. Sept Regimens Portugais aprés la bataille d'Almanza s'étant retirez en Catalogne avec le débris de l'armée ; le Roy de Portugal déclara qu'il ne pourroit pas les payer, taudis qu'ils seroient hors de ses Etats. La Reine les prit donc à sa solde ; à condition toutefois que Sa Majesté Portugaise en entretiendroit un pareil nombre en Portugal : ce Prince accepta la condition, qu'il n'a jamais executée. Cependant les sommes reglées lui ont été fournies par Mylord Godolfin pendant quatre années entieres, sans en rien déduire pour l'entretien de ces Regimens ; quoique le septiéme article de l'Alliance offensive porte expressément, que la Reine retranchera de ces sommes

ſommes à proportion que le Roy de Portugal diminuera le nombre des troupes qu'il eſt obligé d'entretenir. Quelles que ſoient les raiſons qui ont engagé Milord Godolfin à tenir cette conduite, & à faire ſervir les deniers publics à des fins particulieres ; il faut que ces raiſons ſoient au deſſus de la portée du Treſorier d'apréſent : car il a eu aſſez peu de ménagement pour refuſer au Portugal le payement de ces ſommes de ſurcroît. Mais la Cour de Liſbonne ſe voyant privée de ce ſecours, a trouvé moyen de s'en dédommager en augmentant le prix du fourrage : de ſorte que nous ſommes obligez ou de diminuer le nombre de nos troupes, ou de dépenſer le double pour leur entretien. Il eſt certain pourtant que la recolte n'a jamais

été plus abondante en Portugal, que cette année.

Les Portugais ont aussi mis des impôts sur les habits que nous transportons pour les troupes, qui sont employées depuis si long-temps à leur défense, & dont l'exemple auroit dû, & leur inspirer du courage, & leur apprendre la discipline militaire, s'ils en avoient été capables.

Pour augmenter nos troupes tous les ans à proportion que ceux pour qui nous combattons, diminuoient les leurs, il nous a fallu prendre à nôtre solde des troupes de differens Princes de l'Empire. Les Ministres & les Residens de ces Princes n'ont cessé de nous fatiguer par des demandes déraisonnables, presque toûjours en nous menaçant que leurs maîtres seroient obligez de rappeller leurs troupes. Ces

menaces embarassoient d'autant plus nos derniers Ministres, qu'ils craignoient *de mécontenter les Hollandois.* Cependant les Princes de l'Empire ne fournissoient pas leur contingent à l'Empereur, sous prétexte que nous avions déja engagé toutes les troupes qu'ils pouvoient fournir.

Si je n'ay rien avancé que de vray dans cet Ecrit ; si nous sommes engagez dans cette guerre contre toute sorte de raisons ; si aprés des succés que nous ne devions pas naturellement attendre, nous n'avons tiré aucun avantage de la guerre ; si nous avons conclu des Traitez préjudiciables à nos interêts, uniquement avantageux à nos Alliez ; si dans le temps même que nous conquerions des Villes, des Provinces, des Royaumes pour eux, nous

avons souffert qu'ils ayent violé toutes les conventions qu'ils avoient faites avec nous, & qu'ils nous ayent traité de la maniere du monde la plus indigne : si nous avons consumé toutes nos forces en attaquant les ennemis, où ils étoient les plus forts, (car *attaquer la France, c'est*, disoit le vieux Duc de Schomberg, *prendre un taureau par les cornes:)* si nous n'avons fait aucun effort du côté où nous pouvions continuer la guerre à nôtre avantage, ou la finir à nôtre honneur : si, dis-je, tout cela est vray, je demande pourquoi nous nous sommes faits les dupes & le joüet de l'Europe. Dira-t'on que c'est l'effet d'une stupidité propre du froid climat où nous vivons ? Non : ceux de nos Alliez dont nous avons le plus de sujet de nous plaindre,

habitent un climat encore plus froid que le nôtre.

Au reſte, ſi en expoſant les vraies cauſes de nos miſeres, je dis mon ſentiment avec liberté ; je ne me crois pas obligé de faire ſur cela mon apologie. Le moins qu'il en doive coûter à ceux qui ont été les inſtrumens de nos maux, c'eſt de perdre leur reputaition. Il ſemble, en effet, que c'eſt dequoi ils ſe mettent le moins en peine. Je ne leur fais donc aucune injuſtice en les peignant au naturel. La Nation ſera bien-aiſé de connoître ceux qui l'ont ſi long-temps & ſi groſſierement trompée ; & elle ne confiera plus ſa ſureté à des perſonnes ſi corrompuës.

J'ay déja remarqué que quand on délibera ſur cette guerre du temps du feu Roy, Mylord Godolfin y-fut ſi con-

traire, qu'il aima mieux quitter ses Emplois & se retirer de la Cour que d'y consentir. Peu de temps aprés la mort du Roy, ce Seigneur changea de sentiment : car la face des affaires par rapport à luy étoit tout-à-fait changée. Il avoit contracté une étroite alliance avec une Famille, qui étoit en crédit auprés de la Reine. Sa Majesté lui avoit destiné le bâton de Trésorier, le Duc devoit commander l'Armée, la Duchesse par son Emploi devoit toûjouts être auprés de la Personne de la Reine. Par là tout le pouvoir tant au-dedans qu'au-dehors du Royaume étoit entre les mains de cette seule Famille. Qu'il est difficile à des ames interessées & ambitieuses de résister à de pareils charmes ! Par un Traité fait avec les Hollandois depuis la *Grande*

Alliance, nous nous ſommes obligez de leur fournir quarante mille hommes, tous ſous le commandement du Duc de Marleboroug. C'eſt-à-dire, que nous avons entrepris la guerre pour agrandir une Famille particuliere, guerre de Général & de Miniſtres, plûtôt que la guerre du Roy & du Peuple. En effet, ceux-là mêmes qui ſont aujourd'hui les plus ardens à la continuer, ont été les plus oppoſez à l'entreprendre, lorſqu'ils voyoient tout le pouvoir, & par conſequent tout le profit de la guerre en d'autres mains que les leurs.

Ceux que nous appellons ici, *les Gens aiſez*, qui ayant des fonds devant eux, ont amaſſé des biens immenſes, en prêtant à interêt, entrerent dans les vûës des Miniſtres. Il ne faut pas s'en éton-

ner : ces ſortes de gens trouvent leur compte dans la guerre, au lieu que leur infame trafic tombe en temps de Paix.

J'ay déja dit combien nous avons été ſurchargez par les Hollandois ; j'ay fait voir les ſommes énormes que nous payons aux autres Alliez ; comment ſe peut-il faire que dans le temps même que la Nation eſt ainſi épuiſée, le Général ſeul ſe trouve ſi riche ? C'eſt, comme ſes amis même en conviennent, que l'amour des richeſſes a toûjours été ſa paſſion dominante : mais je veux bien paſſer ſous ſilence tout ce qui lui eſt perſonnel. Ainſi je ne parlerai point des preſens qu'il reçoit de pluſieurs Princes, & que nos ſoldats ont coûtume d'appeller *ſon fourrage d'hyver*, lequel ſouvent lui a vallu plus que

que ce qu'il tiroit d'une campagne faite en Flandre. Je ne parlerai point de ce qu'il a deux & demi pour cent sur les sommes que nous fournissons à nos Alliez : ce qui fait un fonds trés-considérable. Je ne dirai rien du casuel qu'il tire d'une longue & heureuse guerre, & qui se partage de bonne amitié entre luy & les Hollandois.

La guerre étant donc engagée de la maniere que nous l'avons dit, quelques incidens en rendirent la continuation necessaire à ceux qui en avoient été les Auteurs. En ce temps-là les *VVighs* n'avoient aucun crédit à la Cour. Les Favoris avoient toûjours fait profession du *Thorisme*, & l'avoient porté aussi loin que nôtre Gouvernement le peut permettre. Les autres personnes qui étoient dans les Char-

ges, portoient hautement les interêts de *l'Eglise Anglicane*. Ces derniers, dont plusieurs étoient gens de merite & de qualité, supportoient avec peine l'insolence, l'avarice & l'ambition des Favoris : Ils ne pouvoient souffrir qu'ils fussent les seuls dispensateurs des graces de la Reine. Mais leur opposition ne leur servit de rien : Ils eurent à faire à une puissance trop redoutable, qui en peu de temps les écrasa.

Les Favoris cependant prévoyant qu'ils ne pourroient jamais joüir ttanquillement de leur usurpation, tandis qu'il y auroit des Gens à la Cour dont le merite égaloit au moins le leur, tâcherent de gagner les *VVighs*, & ceux-ci écouterent volontiers les propositions qui leur furent faites : & là commença la *fameuse Ligue* que l'on a entre-

tenuë depuis avec tant de soin. Ceux qui trafiquoient en argent étoient entierement dévoüez au parti des *VVighs*, ausquels ils devoient leur établissement. L'Armée, la Cour, & le Trésor étoient toûjours sous l'ancien Gouvernement *Despotique* des Favoris. Les *VVighs* furent reçûs dans les Emplois publics ; & on leur laissa le soin de ménager le Parlement, de décrier les rentes sur les terres, & d'opprimer l'Eglise. Nos Alliez cependant convaincus que ce Gouvernement artificiel ne pourroit être de longue durée, resolurent d'en profiter. Les avantages que le Général avoit remportez en Flandre ayant augmenté son crédit & sa réputation, les Hollandois s'en prévalurent, & contre la foi des Traitez, ils commencerent à nous sur-

charger, en diminuant d'abord leur contingent, en retenant leurs troupes pour la garde des villes que nous avions prises pour eux, sans les remplacer par d'autres, &c. Il nous fallut dissimuler toutes ces contraventions, parce que le Général y trouvoit son compte, parce que ceux qui avoient entre leurs mains tout l'argent, souhaittoient la continuation de la guerre, parce que l'autorité des *VVighs* n'étoit point encore assez bien établie, enfin parce que la necessité prétenduë de se servir de quelques personnes particulieres ne subsisteroit pas en temps de Paix. Il est inutile de dire ici que l'Empereur & quelques autres Princes suivirent l'exemple des Hollandois, & qu'ils y reüssirent aussi-bien qu'eux.

J'ay imputé ici la conti-

nuation

nuation de la guerre, à la bonne intelligence qu'il y avoit entre nôtre Général & nos Alliez, qui tous y trouvoient leur compte. Je l'ay imputé à la crainte qu'avoient les gens d'affaires de voir leurs Bureaux inutiles, aux menées secretes des *VVigh*, qui apprehendoient de perdre leur credit & leurs Emplois pendant la paix. Je l'ay imputé à ceux qui se trouvant en place & en faveur, se croyoient necessaires au Gouvernement, tandis que la guerre dureroit. On demeurera convaincu de la verité de tout ceci en considerant avec quelle union, avec quel concert ces differens partis ont agi, pour parvenir à la fin qu'ils s'étoient proposée.

Lorsqu'il fut arrêté dans la Chambres des Seigneurs, qu'on ne feroit point la paix

que l'Espagne ne fût restituée à la maison d'Autriche !, le Comte de W — N dit tout haut qu'il étoit à la verité impossible de recouvrer l'Espagne, mais qu'il y avoit *de bonnes raisons* pour qu'une telle resolution passât : & ces *raisons* n'avoient pas besoin de Commentaires. Car le Général & le Ministere ayant rejetté les propositions avantageuses de Paix que fit la France aprés la bataille de Ramilly, furent obligez de faire entrer dans cette affaire certains hommes, qui en se chargeant de tout l'odieux de ce refus, mettroient le Général & le Ministere à couvert. Et en effet, à la mort du Prince de Dannemark, les principaux d'entre-eux furent pourvûs de Charges considerables.

La Reine cependant paroissoit se lasser de la tyrannie de

ces serviteurs ingrats, qui devenoient insolens à proportion qu'ils s'engraissoient. L'Empereur & les Hollandois au dehors, & nos Gens d'affaires au-dedans du Royaume en furent d'abord allarmez. Ils s'adresserent directement à Sa Majesté, & par des Envoyez, & par des Memoires qu'on lui faisoit presenter, pour l'obliger sur tout à ne point changer son Secretaire & son Trésorier. Ces Officiers pour les raisons même, qu'on apportoit de les continuer dans leurs Charges, n'auroient jamais dû y entrer ; puisqu'ils ont sacrifié les interêts de la Patrie à des Princes, qui à leur tour ont dû faire leur possible, pour les maintenir dans l'Emploi.

Il est donc évident, qu'il y avoit une conspiration générale pour continuer la guerre,

& cette conſpiration étoit fondée ſur l'interêt & ſur l'ambition de ceux qui l'avoient fait entreprendre. Je ne ſuis pas ſurpris que cette conſpiration de perſonnes ſi bien unies ait duré ſi long-tems : je m'étonne au contraire qu'on l'ait pû diſſiper. La prudence, le courage, & la fermetê que Sa Majeſté a témoignée en changeant le Miniſtere, feroient ſans doute, ſi on en ſçavoit toutes les circonſtances, un des plus beaux endroits de ſa vie. Mais ſi je ſuis perſuadé que le choix qu'elle a fait des hommes éclairez, habiles, courageux, qui rempliſſent aujourd'hui ces premieres Charges, fait autant admirer ſa ſageſſe que ſes autres qualitez.

Quelques perſonnes voudroient diminuer le merite de tout ceci, en diſant que l'in-

gratitude , l'insolence, & la tyrannie des Favoris étoient devenuës enfin insupportables à la Reine. On ajoûte que Sa Majesté étoit continuellement obsedée de ces hommes importuns, qui lui avoient comme declaré la guerre, & qui la lui ont fait sur tout à VVindsor ; où s'étant rendus maîtres de tous les dehors, ils s'emparerent enfin du Château même, & obligerent la Reine de se retirer dans une chaumiere voisine, *qu'elle aima mieux habiter*, comme dit Salomon, *que de demeurer avec une femme querelleuse & colere*. Tant de mauvais traitemens, dit-on, étoient capables de revolter l'esprit le plus doux. On avoüe que les Favoris n'étoient point assez politiques : mais on prétend qu'il ne faut pas être surpris que la Reine ainsi poussée à

bout, ait enfin pris la resolution de les renvoyer.

Pour moi, je suis d'un autre sentiment, & je trouve que les Favoris ont agi consequemment & selon les regles de la politique. Car rien n'est plus capable de dompter les plus grands courages, qu'un enchaînement continué d'oppressions. Une injure doit être soûtenuë par une autre, & celle-ci par une troisiéme.

C'est ainsi que les Maires du Palais devinrent autrefois les maîtres en France. C'est ainsi qu'un General qui ne l'est que, sous le bon plaisir de la Reine pourroit devenir General pour toute sa vie, & qu'un tel General pourroit bien-tôt devenir Roy. Il y a donc lieu de s'étonner que Sa Majesté ainsi assiegée de toute part, ait eu la force de

ſe mettre en liberté.

J'ay rapporté les vrayes cauſes, quoique déguiſées ſous des ſpecieux prétextes, de la continuation de la guerre: qu'il me ſoit permis maintenant de raiſonner un peu avec ceux qui s'oppoſent à toute paix, ſi ce n'eſt à celle qu'ils appellent une *bonne Paix*, & qui ſuppoſent que la paix ne peut être *bonne*, que l'Eſpagne ne ſoit reſtituée à la Maiſon d'Autriche. Ce que j'ay à dire ſur ce ſujet, ne ſera pas grand effet ſur l'eſprit de ceux que l'interêt particulier engage à ſouhaiter la continuation de la guerre, tels que ſont nôtre Général, nos Alliez, les derniers Favoris, les Gens d'affaires qui trafiquent en argent en le prêtant à interêt, les politiques factieux qui voudroient renverſer la forme de nôtre Gouverne-

ment, tant par rapport à l'Eglise, que par rapport à l'Etat. Je n'adresserai donc ici la parole à aucun de ces gens. Je n'écris que pour ceux, soit VVighs, soit Torys, qui trouvent leur interét particulier dans le bien public de la nation; & j'ose dire que s'il y en a parmi eux qui souhaitent la continuation de la guerre, jusqu'à ce que le Roy Charles devienne paisible possesseur de la Monarchie d'Espagne; j'ose dire que c'est faute d'avoir assez considéré l'état des affaires.

Car en premier lieu il faut remarquer que la resolution prise de ne jamais faire la Paix que l'Espagne ne fût restituée à la Maison d'Autriche, est un nouvel incident qui n'entre pas dans la premiere querelle. Il y a été ajoûté par les intrigues d'une faction assez puissante,

puissante, pour le faire passer dans les deux Chambres du Parlement, & qui trouvoit son interêt à continuer la guerre. Comme une telle resolution est tout-à-fait opposée à la conduite des Princes & des Etats, qui se gouvernent par des principes d'équité & d'honneur, aussi est-elle tout-à-fait opposée à la prudence & à la justice. Je pourrois ajoûter, que c'est une sorte d'impieté de se croire maître des évenemens qui ne dépendent que de Dieu seul. Les plaintes que Nous & les Etats faisons contre la France, sont déduites au long dans nos Declarations de Guerre, & nos prétentions sont specifiées dans le huitiéme article de la *Grande-Alliance*. Il n'y est dit nulle part que l'Espagne sera restituée à la Maison d'Autriche avant qu'on traite

de la Paix. Comme j'ai déja donné un Extrait de ces deux Declarations de Guerre, j'ajoûterai ici la traduction du huitiéme Article de la Grande-Alliance : cet Article levera toutes les difficultez.

HUITIE'ME ARTICLE de la Grande-Allance.

QUand la guerre sera une fois entreprise, il ne sera permis à aucun des Interessez d'entrer en Traité de Paix avec les Ennemis, que conjointement & de concert avec les autres. La paix ne sera concluë, qu'aprés avoir obtenu une satisfaction convenable à Sa Majesté Imperiale, à Sa Majesté Royale de la Grande Bretagne, & une sureté particuliere aux Etats Généraux, pour tous les Etats, Provinces, Droits, pour leur Navigation & Commerce : & qu'aprés s'être suffisamment assuré, que les

Royaumes de France & d'Espagne ne seront jamais unis sous le Gouvernement d'un seul Prince ; ou que le même Prince ne sera jamais Roy des deux Royaumes : Et particulierement que les François ne posséderont jamais les Indes Occidentales ; & qu'ils n'y auront pas la liberté de la navigation pour leur Commerce, sous quelque prétexte que ce puisse être, ni directement, ni indirectement ; si ce n'est qu'il soit stipulé que les Sujets de la Grande Bretagne, & ceux de la Hollande auront plein pouvoir de joüir des mêmes Privileges, Droits, Immunitez & Libertez du Commerce par Terre & par Mer, en Espagne, dans la Mediterranée, dans toutes les Places ; dans tous les Pays dont le feu Roy d'Espagne étoit en possession au temps de sa mort ; tant en Europe qu'ailleurs, dont ils joüissoient avant son decés, ou dont les Sujets des deux Nations ; ou de chacune en particulir ;

pouvoient joüir ; en vertu de quelque droit obtenu avant la mort dudit Roy d'Espagne, soit par Traitez, Conventions, &c.

Nous voyons ici que les demandes sur lesquelles les Alliez doivent insister à un Traité de Paix sont : Premierement, une satisfaction raisonnable à l'Empereur & au Roy de la Grande Bretagne ; Secondement, une sureté aux Hollandois pour leurs Etats, &c. Troisiémement, une assurance que les Royaumes de France & d'Espagne ne seront jamais unis sous le même Prince. Le reste de cet article ne regarde que nôtre commerce & celui des Hollandois : il n'est dit nulle part qu'il faille déposseder le Duc d'Anjou.

Mais pour entendre comment ce nouveau langage *de ne point faire la paix sans l'Espagne,*

gne, a commencé, & comment il a prévalu parmi nous; il est necessaire de reprendre les choses de plus haut.

Le Traité de partage fut cause du Testament en faveur du Duc d'Anjou: car les Espagnols qui ne vouloient pas démembrer leur Monarchie, aimerent mieux la ceder à un Prince, qui se trouvoit soûtenu par toutes les forces de la France, que de la donner à un autre, qui n'avoit pour soûtien que des Confederez, lesquels en avoient déja disposé à leur gré.

C'est ainsi que le Duc d'Anjou entra en pleine possession de tous les Royaumes & de tous les Etats qui dépendoient de la Monarchie Espagnole, tant en l'ancien monde qu'au nouveau. Et malgré tout ce que la Maison d'Autriche nous représenta alors, il est

certain que les Espagnols panchoient du côté du Duc.

Quoiqu'il en soit, on se détermina à la guerre: & pour la pousser avec plus de vigueur, on conclut le Traité de la *Grande-Alliance*, où toutes nos prétentions sont distinctement exprimées. Il a plû à Dieu de benir nos armes pendant tout le cours de cette guerre : ce qui nous a mis en état de demander & d'attendre des conditions de paix, telles que nous nous les sommes proposées. Mais au lieu de nous borner à ces conditions, nos Victoires n'ont servi qu'à nous faire entrer dans des projets tout-à-fait bizarres. Ceux qui trouvoient leur interêt à continuer la guerre, tirant avantage de cette humeur hautaine que tant de succés avoient inspiré à la Nation, lui ont proposé de nou-

veaux projets, & l'ont engagée à abandonner ses anciennes prétentions, qui étoient si sages & si raisonnables.

Tout cela n'est arrivé que par l'artifice de ceux qui étoient surs de s'enrichir, à proporrion que l'Etat deviendroit pauvre; & qui aprés la résolution que le Parlement avoit prise, pouvoient continuer la guerre à leur propre avantage, jusqu'à ce qu'on eût engagé les taxes sur le *Malt* & sur les Terres, qu'on eût établi un *Excise* générale, & qu'on eût enfin été obligé d'employer les troupes pour lever le dixiéme denier. C'est-là en effet ce qui convient à leur interêt.

La Maison d'Autriche eut raison d'approuver ce systême, parce que tout ce que les autres pourroient conquerir en exposant leurs vies & en épui-

ſant leurs Etats, devoit être ajoûté aux Etats de cette Maiſon, qui ne faiſoit que leur prêter ſon nom.

Les Hollandois auroient eu peut-être de la peine à ſoûtenir de leur côté tout le poids d'une ſi longue guerre : mais on y pourvût par le Traité conclu avec eux pour regler *la Barriere*. Je ne m'étendray point icy ſur ce Traité : mais j'aurai peut-être occaſion de le faire dans un autre écrit.

Par ce Traité l'état de la guerre fut abſolument changé par rapport aux Hollandois. Ils n'ont plus combattu pour leur ſureté, mais pour l'agrandiſſement de leurs Etats ; & nous au lieu de nous borner comme auparavant à les maintenir, nous nous ſommes ruinez pour les rendre formidables.

Croit-on de bonne foy que

ſi nous nous fuſſions contentez de ces conditions de Paix, qui étoient le but de la Grande-Alliance , croit-on que la France ne les eût pas accordées au Traité de Gertrudemberg ? Elle nous offrit alors des conditions ſi avantageuſes , que nous n'avions pû en eſperer de pareilles au commencement de la guerre. La France avoit raiſon de les offrir, & nous avions auſſi raiſon de les demander; puiſque les conditions de Paix dépendent des évenemens de la guerre : mais en exigeant des conditions de Paix, il y a des meſures à garder. Ceux qui loüent tant la conduite de nos Plenipotentiares à Gertrudemberg , inſiſtent principalement ſur le zele & la patience qu'ils firent paroître, pour engager les François de condeſcendre à leurs deman-

des : mais ils ne disent rien pour justifier les demandes mêmes, ni pour montrer la vrai-semblance qu'il y avoit que la France dût les accorder. Quelques-uns des articles préliminaires étoient si extravagans, que quand même nous aurions fait la guerre avec succés pendant quarante ans, je doute que la France les eût accordez. Il y en a un, qui choque le bon sens & la raison.

Il y est dit que la France sera obligée de livrer dans un mois plusieurs de ses plus fortes places, & que cependant les Confederez seront en droit de lui demander telles autres conditions qu'ils jugeront à propos : Ces articles furent signez fort serieusement par nos Plenipotentiares & par ceux de Hollande : mais non par les François, dont ils de-

voient cependant être ſignez auſſi, pour être regardez comme quelque choſe de ſerieux. Cependant le Secretaire de l'Ambaſſade apporta pompeuſement ces articles à Londres, & les Miniſtres engagerent la Reine à les ratifier en cet état. Abſurdité manifeſte : car telle eſt la forme des ratifications : *Comme nos Miniſtres, ceux des Alliez, & ceux des Ennemis ont ſigné*, &c. *Nous ratifions*, &c. Celuy qui apporta ces articles, diſoit par tout (peut-être le croyoit-il) que c'étoit dommage que nous n'euſſions pas demandé plus à la France ; car elle étoit reſoluë, diſoit-il, de ne nous rien refuſer pour avoir la Paix. Un de nos Plenipotentiaires paroiſſoit ſur tout mortifié, de ce qu'on s'étoit contenté de ſi peu de choſe, pour aſſurer l'Empire ſur le Haut-Rhin.

Où pouvoient tendre toutes ces grimaces, ſinon à amuſer le peuple, & à faire trouver de nouveaux fonds ? J'ay trop d'idée de l'habileté de ceux qui furent employez dans cette negociation, pour croire qu'ils s'y ſoient propoſé une autre fin que de prolonger la guerre. En effet, en ſuppoſant que ce fut là leur unique vûë, je ferai voir que leur conduite ne ſe démentit point, & ſans cela je maintiens qu'elle ne peut jamais être juſtifiée: car ceux qui inſiſterent ſur des demandes ſi déraiſonnables, pouvoient-ils de bonne foy eſperer de conclure la Paix? Croyoient-ils qu'il fût plus utile à l'Angleterre de continuer la guerre, que de ſe relâcher ſur une de ces conditions ? La moindre de ces conditions étoit-elle plus avantageuſe à la Nation que ſix millions

lions de livres ſterling qu'elle employe tous les ans à faire la guerre, & que la vie de cent mille hommes qu'elle expoſe ? N'y avoit-il point d'autres moyens de pourvoir à la ſureté de la Grande-Bretagne & de ſon commerce ; qu'en obligeant le Roy de France de tourner ſes Armes contre l'Eſpagne, pour en chaſſer ſon petit-fils ? Si ces habiles politiques avoient tant à cœur la liberté du Commerce, qui leur avoit ſervi de prétexte pour commencer & continuer la guerre : pourquoi le négligerent-ils dans les articles préliminaires, où tout ce qui regardoit l'avantage des Hollandois & des autres Alliez étoit expreſſement reglé ? Mais ce qui nous regardoit étoit renvoyé à un Traité general. On ne regla point de Tarif avec la France & les Pays-Bas : il étoit ſeulement dit que l'Eſ-

caut demeureroit fermé, ce qui ruine nôtre commerce avec Anvers: nôtre Commerce avec l'Espagne fut aussi renvoyé à un Traité general.

On prétendra peut-être que cela ne pouvoit pas avoir de fâcheuses conséquences pour nous ; puisque cette Monarchie devoit être restituée à la Maison d'Autriche, & que nous avions déja conclu un Traité avec le Roy Charles. Il est vray que j'ay entendu parler d'un Traité fait par Monsieur Stanhop avec ce Prince, pour régler nôtre commerce avec l'Espagne: mais quel que soit ce Traité, nous en avons conclu un autre avec les Hollandois: c'est celuy qui régle *la Barriere*, où l'on a inseré une clause qui rend communs à la Hollande tous les Privileges accordez à l'Angleterre.

Une autre chose que ceux qui sont contraires à *la Paix*

sans l'Espagne ; ainsi qu'on parle parmi nous, n'ont jamais bien considerée ; c'est ce que la face des affaires a bien changé en Europe depuis la mort de l'Empereur. Les interêts de plusieurs Princes & Etats engagez dans l'Alliance, ne sont pas les mêmes, & je suis persuadé qu'il en est ainsi des nôtres. Nous avons déja fait une bevûë, en ne pas acceptant la Paix dans le tems que les affaires étoient sur l'ancien pied : nous devons craindre d'en faire une autre aujourd'huy que la situation des choses est differente.

Il nous est sans doute plus avantageux de voir un Prince de la Maison d'Autriche sur le Trône d'Espagne, que d'y en voir un de la Maison de Bourbon. Mais de voir l'Empire & la Monarchie d'Espagne unis sous le même Prince, c'est ce qui nous seroit

trés-préjudiciable, & ce qui est directement opposé à ce principe si sage, sur lequel est fondé le huitiéme article de la Grande-Alliance.

L'Angleterre, la Hollande, & le Portugal craignoient tant cette union, que par le vingt-cinquiéme article de l'Alliance offensive, Sa Majesté Portugaise ne devoit point reconnoître l'Archiduc pour Roy d'Espagne, jusqu'à ce que le feu Empereur eut cedé à Charles toute cette Monarchie.

L'on dira peut-être que vû le caractere indolent des Princes de la Maison d'Autriche, la mauvaise œconomie de leur gouvernement, le manque de forces maritimes, l'éloignement des pays dont ils sont les Maîtres, un Empereur, quoi qu'en même-temps Roy d'Espagne, ne pourroit nous devenir formidable; qu'il seroit au contraire obligé de

dépendre

dépendre toûjours de la Grande-Bretagne ; & qu'ainſi les avantages que nous pourrions tirer du commerce dans un temps de Paix, nous dédommageroient en peu de temps de toutes les dépenſes que nous aurions faites pendant la guerre.

Pour répondre à cette Objection, ſuppoſons que dans ce ſyſtéme on pût parvenir à la Paix, où en ſerions-nous reduits, avant que nous l'euſſions obtenuë ? Non ſeulement nous nous trouverions encore plus pauvres que nous ne ſommes, pour quelques années ; mais la neceſſité de nous engager de plus en plus, nous reduiroit à la mendicité pour pluſieurs ſiecles. Or que l'on compare le miſerable état où nous ſerions, à toute la puiſſance d'un Ptince qui uniroit en ſa perſonne l'Empire & la Monarchie d'Eſpagne,

il est aisé de voir qu'un tel Prince n'auroit alors rien à craindre, ni rien à esperer de la Grande-Bretagne.

La comparaison ne se fait point icy d'un Prince de la Maison d'Autriche qui seroit en même-temps Empereur & Roy d'Espagne, avec un Prince de la Maison de Bourbon qui seroit en même-temps Roi de France & Roy d'Espagne; mais d'un Prince de la Maison de Bourbon, qui seroit seulement Roy d'Espagne, avec un Prince de la Maison d'Autriche qui uniroit tout à la fois l'Empire & l'Espagne en sa personne.

Quels retours de gratitude devrions nous esperer, lors qu'on n'auroit plus besoin de nous? A-t'on jamais regardé ce que nous avons fait pour la Maison Imperiale, comme une faveur? N'a-ton pas supposé que tout cela étoit dû à *l'Augustissima Casa?*

La Maiſon d'Autriche rendra-t'elle le moindre pouce de terre, la moindre prérogative qu'elle s'eſt uſurpée, pour raſſurer les Princes nos Alliez qui ſont allarmez du changement cauſé par la mort du feu Empereur ? C'eſt ce qu'il ne faut point eſperer : croyons-nous donc que ces Princes qui redoutent autant la puiſſance de la Maiſon d'Autriche que celle de la Maiſon de Bourbon, croyons-nous que ces Princes reſteront dans l'Alliance, lorſqu'ils verront les choſes ſur tout un autre pied qu'elles n'étoient, quand ils s'y ſont engagez ? A quoy doit s'attendre, par exemple, le Duc de Savoye dans de telles circonſtances ? Il ne peut choiſir que d'être, ou dépendant de la France, ou Vaſſal en toute maniere de la Cour Imperiale. Des

deux maux ne choiſira-t'il pas le moindre ; en ſe ſoûmettant à un Maître qui n'a point de prétentions immediates ſur ſes Etats, & à la famille duquel il eſt ſi étroitement lié, plûtôt que de ſe mettre à la diſcretion d'un autre, qui a déja fait revivre pluſieurs prétentions ſur ſes Etats, & qui le menace tous les jours d'en faire revivre d'autres ?

Quoy qu'en diſent aujourd'huy les Hollandois, ils ſont autant oppoſez que les autres Princes de l'Europe à l'union de l'Empire & de l'Eſpagne ſous le Roy Charles. Et on ſçait d'ailleurs qu'à la mort du feu Empereur Joſeph, les Etats Generaux reſolurent *de ne point ſouffrir que les deux Puiſſances fuſſent jamais réünies ſous le même Prince*. C'eſt ce qui fut alors arrêté par eux comme une maxime fondamentale, & en effet ils ont depuis ce temps-

là tout-à-fait abandonné l'Espagne. N'entretenant plus de troupes dans ce Royaume, ne semblent-ils pas reconnoître le Duc d'Anjou pour le Monarque legitime.

Si ceux qui sont opposez à la Paix *sans l'Espagne*, vouloient bien reflechir sur l'état present de la Nation, ils changeroient assurement de pensée, en voyant que l'interêt public n'est point de continuer la guerre.

Deux raisons m'ont empêché de publier plûtôt cet écrit, j'étois bien aise premierement que d'autres traitassent le même sujet avant moy, comme ils l'auroient pû faire du moins en general : car j'ay occasion de m'instruire de plusieurs faits particuliers, qu'ils ne pouvoient que tres-difficilement sçavoir. En second lieu, il me paroissoit necessaire, de faire voir dans quel état la

guerre presente a reduit la Nation : mais j'étois persuadé qu'il ne falloit découvrir le mal qu'à l'extrémité, & qu'autrement il seroit également imprudent & dangereux de le faire.

C'est une erreur assez ordinaire, de prendre les discours d'un Caffé de Londres pour la voix de toute la Nation. Les Caffez de cette partie de la Ville que l'on appelle *la Cité*, ont été frequentez depuis quelques années par ceux dont la fortune dépendoit de la Banque de la Compagnie des Indes Orientales, *&c.* Chaque nouveau fonds que l'Etat fait pour la guerre, est par rapport à ces Messieurs, ce qu'une nouvelle hypoteque est par rapport à un Usurier, qui regarde un jeune heritier, comme nos changeurs regardent la Noblesse qui est riche en fonds de terre. Les Caffez si-

tuez du côté de VVhitehal ont été frequentez depuis quelques années, ou par des gens ennemis du Miniſtere preſent, ou par des Officiers de guerre. Faut-il donc s'étonner que dans les Caffez on ſoit contraire à la Paix. Les Mécontens ſeroient bien aiſes de voir les Miniſtres changez, les Officiers voudroient bien garder leurs commiſſions, les gens d'affaires ſeroient ravis de prêter toûjours à interêt.

Je vais eſſaier maintenant, ſans entrer dans des ſupputations inutiles ou embarraſſantes, de donner aux Lecteurs les moins habiles, une idée generale de l'état où la Nation ſe trouve. Tout le monde ſçait que les taxes ſur les terres & ſur le *Malt* produiſent tous les ans deux millions & demi de livres ſterling : le reſte des revenus publics eſt engagé à payer les in-

terêts des ſommes que nous avons déja empruntées. La dépenſe ordinaire de la guerre eſt d'environ ſix millions de livres ſterling par an. Pour faire cette ſomme nous ſommes obligez de prendre tous les ans à credit trois millions & demi de livres ſterling ſur de nouveaux fonds. Cette derniere Campagne la dépenſe de la guerre a excedé de plus d'un million tous les fonds que le Parlement a pû aſſigner pour en payer les interêts: ainſi nous en avons été obligez de repartir douze cent mille livres ſterling ſur les autres fonds déja engagez. C'eſt-là une demonſtration, que ſi la guerre dure encore une campagne, il nous ſera impoſſible de trouver des fonds pour la ſoûtenir ſans engager la taxe ſur le *Malt*. Mais voyons comment, la Paix même étant concluë cet hyver, nous

nous pourrions acquitter cinquante millions de livres sterling que nous devons, & qui suffiroient seuls pour acheter la quatriéme partie des Terres de la Grande-Bretagne, si elles étoient à vendre.

Quelques-uns de nos nouveaux fonds, s'ils subsistent, pourront acquitter dans les trente, dans les quarante, dans les cent années les sommes pour lesquelles ils sont assignez; les taxes sur les terres & sur le *Malt* serviront à payer peu à peu le principal des sommes empruntées par l'Etat. Mais aprés en avoir tiré ce qui sera necessaire pour payer les garnisons & les autres troupes pour entretenir la Flote en temps de Paix, il n'en restera, si je ne me trompe, que peu de chose. Quoi qu'il en soit, il faudra necessairement continuer ces taxes, tant pour entretenir la Cour, que pour

payer le principal de nos dettes, dont les autres fonds continuez payeront les interêts. Or pour combien de temps ces taxes & ces fonds seront-ils continuez ? C'est ce que je ne sçaurois pas déterminer. Je sçay seulement que pour en venir à bout ; il faudra une grande tranquillité au-dedans du Royaume, une longue & heureuse Paix au dehors, & une sage œconomie de nos Finances.

Puisqu'on n'a entrepris la guerre que pour parvenir à une bonne Paix, il est juste, disent certaines gens, que la posterité qui joüira des fruits de cette Paix, entre aussi dans les dépenses de la guerre. Comme si cette guerre avoit été absolument necessaire ; & que la conjoncture des affaires eût demandé que la Nation se reduisît en s'y engageant dans l'extrémité où elle

eſt, & où nos ancêtres ne ſe virent jamais. Ni les Grecs, ni les Romains, n'en ont jamais éprouvé une pareille. Je ſuis même perſuadé qu'il n'y a point de Nation en Europe qui ſe ſoit trouvée en cet état, ſi on excepte l'Eſpagne, qui s'attira un ſemblable malheur ily a environ ſix vingts ans,& qui ne s'en eſt pas encore relevée. Nous apprendrons ſans doute à nos deſcendans à être ſages : mais cette ſageſſe leur coûtera bien cher, & je ſouhaite qu'ils ratifient ce que nous avons fait en leur nom.

Il eſt aiſé de contracter des dettes & de les laiſſer payer à nos Succeſſeurs, nous pouvons même eſperer qu'ils ſeront en état & qu'ils voudront bien les payer : mais il eſt bien difficile d'aſſurer une Paix auſſi longue qu'il faut pour cela. Les hommes n'auront-ils pas toûjours les mê-

mes paſſions ? n'y aura-t'il plus de Princes ambitieux & intereſſez, qui cherchent l'occaſion de faire la guerre ? Nous ſerons peut-être nous-mêmes obligez de reprendre un jour les Villes ſur ceux pour qui nous les avons conquiſes avec tant de dépenſe. Qu'on ne diſe pas que ces Etats avec qui nous pourrons avoir un jour des démêlez, ſont dans une condition auſſi fâcheuſe que nous. Il eſt conſtant que par les conjonctures où nous nous trouvons, & par les exactions de nos Alliez, nous ſommes en beaucoup plus mauvais état qu'eux, j'oſe dire que nos ennemis mêmes. Et pour peu que l'on conſidere la conſtitution de nôtre gouvernement, la corruption de nos mœurs, nos factions domeſtiques, &c. on comprend qu'il nous doit être bien difficile de nous rétablir.

Ce

Ce ſera, ſans doute, une grande conſolation pour nos deſcendans, de voir quelques haillons ſuſpendus dans la ſalle de VVeſtminſter, achetez au prix de cent millions ſterling dont ils payeront les interêts, & de pouvoir ſe vanter, comme font certains gueux, que leurs anceſtres étoient riches & puiſſans.

J'ai ſouvent refléchi ſur cette notion mal-entenduë de credit, tant vantée par les partiſans du dernier miniſtere. Tout ce credit n'eſt-il pas appuyé ſur les fonds qu'on tire de ceux qui ont leurs biens en terres ? N'eſt-ce pas le produit des terres qui fait la plûpart de ces fonds ? la taxe ſur les terres & ſur le *Malt* ne doit-elle pas payer nos dettes, entretenir nos Flotes & nos Garniſons en temps de Paix ? ſi l'on appelle credit pouvoir emprunter dix millions, ſans

que le Parlement en réponde, à perte de moitié pour le Public; je ne puis m'empêcher de dire, qu'un tel credit est dangereux, qu'il est contre les loix, qu'il ressent même la trahison. Rien n'a tant contribué à ruiner la Nation que ce credit. Pour moy, lorsqu'au changement du ministere, je vis que ce prétendu credit s'étoit évanoüi, je le pris pour un bon augure. Je m'imaginay voir un jeune heritier, qui ayant changé son premier Intendant, commençoit lui-même à mettre ordre à ses affaires, avant qu'elles fussent desesperées : ce qui ne permettoit plus aux usuriers de lui fournir les mêmes sommes qu'ils avoient coûtume de faire.

Puisque nos gens d'affaires sont si portez pour la guerre, je voudrois qu'ils en fissent la dépense une seule campagne.

Cela ne leur coûteroit que six ou sept millions de livres sterling : & quand ils auront avancé cette somme, j'ose soûtenir que loin d'avoir contribué par-là à proportion de ceux qui ont leurs biens en fonds de terre, ils se trouveront encore avoir reçû de l'Etat le principal & les interêts au denier six pour cent de tout l'argent qu'ils lui ont prêté.

Sans une telle ressource, il nous sera impossible de continuer la guerre sur le même pied. J'ay déja remarqué que les fonds assignez l'an passé pour la dépense de la guerre, se sont trouvez trop courts de plus d'un million de livres sterling, quoique les personnes les plus habiles & les plus intelligentes du Royaume ayent été employées à recouvrer ces fonds. C'est donc une necessité, que les fonds que nous assignerons pour la campagne

prochaine, ſoient encore plus défectueux. Mais les Alliez, dira-t'on, pourront y ſuppléer, en faiſant de plus grands efforts de leur côté. Ils n'ont garde de le faire ; puiſque l'Empereur & les Hollandois n'ont pas fourni cette année tout leur contingent, & nous ont declaré qu'ils fourniroient encore moins la campagne prochaine.

Nous avons fait par nos conquêtes une forte barriere aux derniers, & il ſemble qu'ils n'ont plus rien à ſouhaiter. L'Empereur, quelque mine qu'il faſſe, fera, ſelon toutes les apparences content qu'on lui cede la Sicile, Naples, le Milanois & ſes autres conquêtes, plûtôt que de s'engager dans une longue & douteuſe guerre, pour recouvrer l'Eſpagne. Ajoûtez à cela que les Hollandois ne veulent ni contribuer, ni conſentir au re-

couvrement de l'Espagne pour l'Empereur. Puis donc que nous avons fait leurs affaires; puisqu'ils n'ont plus besoin de nos armes, & que nous n'avons plus d'argent à leur donner, puisque nous ne demandons point de recompense, & que nous n'attendons point de remercîment pour nos services, il est juste de songer à nos propres interêts.

Il est temps que les Alliez fassent la Paix, & qu'ils joüissent du fruit de nos Conquêtes: mais il est temps aussi que nous mettions fin aux injustes vexations que nous avons souffertes de leur part. Les premieres ouvertures de Paix ont été faites à l'Angleterre à des conditions justes & honorables: ayant porté le plus grand poids de la guerre, nous devons avoir aussi plus de part à la Paix. Si nous rejettons les propositions qui nous sont fai-

tes, d'autres les écouteront & feront la Paix, comme ils ont fait la guerre à nôtre préjudice. Nous ſçavons que les Hollandois nous ont toûjours menacé de la Paix ſeparément; & tant par ce motif que par d'autres auſſi puiſſans, ils ont obligé ceux qui étoient parmi nous à la tête des affaires, de leur accorder tout ce qu'ils pouvoient demander, plûtôt que de voir finir une guerre, qui produiſoit tous les ans des ſommes immenſes à ces hommes intereſſez. Quiconque des Alliez abandonne le premier l'Alliance, met les autres Alliez dans la neceſſité de faire la Paix, & d'accepter les conditions qu'il veut bien leur preſcrire. Les Hollandois n'ont plus beſoin de combattre, puiſqu'ils ont obtenu tout ce qu'ils demandoient : & comme ils diſent maintenant que c'eſt *nôtre guerre*, n'avons-nous pas

raiſon de prétendre auſſi que c'eſt à nous à faire la Paix ?

Tout ce que nous pourrions faire en engageant les taxes ſur les terres & ſur le malt, & en levant une taxe generale, ce ſeroit d'établir un fonds d'interêt, qui augmenteroit tous les ans nos dettes de quatre millions de livres ſterling ; & dans la ſuite il nous ſeroit impoſſible de terminer la guerre avec les mêmes avantages que nous le pouvons faire aujourd'hui. Quand nous aurons engagé les ſeuls revenus clairs qui nous reſtent, il faudra de neceſſité que nos dettes deviennent perpetuelles.

Juſqu'ici nous ne nous ſommes ſoûtenus que par art : ce qui ne peut manquer de ruiner avec le temps l'Etat le mieux établi. Non, il n'y avoit point de Pays en Europe plus heureux & plus riche que le nôtre : mais nous avons exte-

nué un corps ſain & robuſte, en l'accablant de remedes; l'art ne ſervira plus de rien, ſi la nature ne fait un dernier éffort.

De quels artifices ne s'eſt-on point ſervi pour perſuader au Peuple que la Grande-Bretagne ſera infailliblement ruinée, ſi l'Eſpagne n'eſt renduë à la Maiſon d'Autriche? Comme ſi la sûreté d'un grand & puiſſant Royaume, tel que fut le nôtre, pouvoit dépendre d'un évenement, qui aprés une guerre pleine de ſuccés, nous paroît encore impoſſible; comme ſi des Princes & des Miniſtres ne trouvoient point d'autres moyens d'aſsûrer la tranquillité publique, qu'en renverſant le droit de ſucceſſion dans un Etat, & en donnant aux Peuples des Souverains malgré eux. N'y a-t-il point de sûreté pour la Grande-Bretagne,

gne, si le Roy de France ne détrône pas son petit-fils ? Les ennemis n'ont-ils point de Villes, de Ports de mer, qu'ils puissent nous donner en ôtage, pour assûrer nôtre commerce. Ne pourroient-ils pas nous mettre en possession de telles Places, qui les mettroient en un pire condition que jamais, au cas que contre la foi des Traitez, ils vinssent à renouveller la guerre ? Nous voyons dans les familles particulieres que les grands-peres ont peu d'autorité sur leurs petits-fils, & cela est encore plus vrai dans les familles des Princes. Mais au moins, quand le Roi de France ne sera plus, il n'est pas vrai-semblable que le Roi Philippe se laisse gouverner par son frere contre son propre interét & celui de ses Sujets. Ces deux Royaumes ont des maximes de politique toutes differentes, & qui ne sçauroient

manquer d'operer en temps de Paix. Ce ſont-là au moins des vrai-ſemblances, qui nous épargnent ſix millions par an pour le recouvrement de l'Eſpagne & pour la continuation de la guerre, que je regarde comme deux choſes également impoſſibles.

Mais, dira-t'on, ſi nous ſommes obligez d'abandonner l'Eſpagne, pourquoi avons-nous tant combattu? La réponſe eſt aiſée. Nous avons combattu pour ruiner la Nation & pour avancer les affaires des partiliers, nous avons combattu pour augmenter les richeſſes & la grandeur d'une ſeule famille, pour enrichir des uſuriers, pour fomenter les deſſeins pernicieux d'une faction qui veut élever les gens d'affaires ſur les ruines des poſſeſſeurs des terres. La Nation trouve aujourd'hui que tout conſideré, ces avantages ne valent

pas la peine de continuer plus long-temps la guerre ; & c'eſt pour cela qu'elle deſire la Paix.

Les Partiſans de la guerre prétendent qu'on auroit pû obtenir il y a deux ans, une Paix plus honorable que celle dont il s'agit à preſent. Cela peut-être : mais je ſoûtiens que dans deux ans la Paix ſera encore à proportion moins honorable qu'elle ne l'eſt aujourd'hui. Si ceux qui étoient en place, il y a deux ans, n'ont pas conclu la Paix, ils n'en ſont que plus coupables : pourquoi inſiſterent-ils ſur des conditions, qu'ils ſçavoient bien que les ennemis rejetteroient ? J'avouë qu'ils auroient pû terminer la guerre, & mettre la Nation en état de ſe relever : mais leur interêt particulier l'emporta ſur la miſere publique : & c'eſt de quoi ils ſeront reſponſables à Dieu, à la Nation, & à la poſterité.

Quand nous déplorons le malheureux état, où l'Angleterre est reduite par les dettes qu'elle a contractées, il est assez plaisant de voir des gens de sang froid, ne répondre à tout ce qu'on leur dit, qu'en vantant *la puissance des Anglois, le courage des Anglois, les richesses immenses des Anglois*. J'ai entendu moi-même un homme, qui est pourvû d'une bonne charge à vie, & qui a plus de cent mille livres sterling en fonds, lequel fort entêté sur ce point nous disoit froidement: *Prenez courage, je vous garantis que tout ira bien*. C'est-là le stile des gens aisez, qui ne sentent point le poids qui accable les autres. J'en ai vû d'assez peu éclairez, pour s'imaginer que les sommes que nous avons trouvé le moyen de lever, nous enrichissent veritablement. Il ne nous en reste rien, tout a passé en Hollande, en Allemagne, en

Espagne:

Espagne: & ceux qui ont leur bien en terres, & qui payent aujourd'hui les interêts de ces sommes, seront obligez un jour d'en payer aussi le principal.

Ceux qui declament tant sur la paix *sans l'Espagne*, sont, si je ne me trompe, mal informez de l'état de la France, & se promettent de nos succés des suites qu'il ne faut pas attendre. Il est vrai qu'aprés la bataille de Ramilly, les François découragez & abbatus par leurs pertes, souhaitoient la Paix avec ardeur. Le Roi lui-même étoit resolu d'écoûter des propositions raisonnables. Mais lorsque ses sujets eurent appris les demandes exorbitantes que nous avions faites, jaloux de l'honneur du Prince, ils aimerent mieux fournir à tous les frais de la guerre, que de lui voir accepter des conditions si dures. Cela soûtint le credit du Roi, & l'argent que ses Sujets

ont reçû depuis ce temps-là des Indes Occidentales, & que l'on fait monter à quatre cent millions de livres, l'a mis en état de payer ſe troupes. Ajoûtons à cela que cet argent ne ſort pas de ce Royaume,& que ce Prince demeurant comme il fait, ſur la défenſive, la guerre lui coûte bien moins qu'à nous. Il nous laiſſe prendre chaque campagne une Ville, qui nous coûte cinquante fois plus qu'elle ne vaut. D'ailleurs, le Roi n'entretient point de Flote, & ſe contente de fournir quelques vaiſſeaux aux Armateurs, qui font la guerre à leurs propres dépens ; & il retire ſa part du profit qui eſt tres-conſiderable : cette eſpece de guerre a abſolument ruiné nôtre commerce. Tout cela bien conſideré, fait voir que la France n'eſt point encore reduite à l'extrémité où nous la croyions. Un Etat Monarchique, & où

l'autorité eſt abſoluë, pour ſoûtenir plus long-temps la guerre que ne peut faire un Pays, où les Peuples ſont plus indépendans.

Ceux qui ſont contraires à la Paix *ſans l'Eſpagne*, ſe ſont trompez auſſi en ſe figurant nos ſuccés & nos victoires bien plus conſiderables qu'ils ne ſont en effet. Lorſque nos armées prennent une Ville en Flandre, les Hollandois s'en emparent, & nous faiſons ici des feux de joïe. J'ai ſouvent eu compaſſion du pauvre Peuple, qui brûloit ſon bois ſi mal à propos. Que nous importe la priſe de Bouchain, que les politiques des caffez font tant valoir? Que nous ſert-il d'avoir pris à la vûë des ennemis la garniſon priſonniere de guerre? Nous ne ſommes plus en état de nous repaître de points d'honneur. Tout l'avantage que nous retirons de cette conquête, c'eſt

d'avoir dépensé trois ou quatre millions de livres ſterling, pour prendre un Ville qui ouvre un nouveaux Païs aux contributions des Hollandois, & qui augmente les richeſſes du General.

Dans la guerre précedente, lorſque nos Officiers & nos ſoldats n'étoient pas encore ce qu'ils ſont aujourd'hui, nous perdîmes des Batailles & des Villes : & cependant nous ne laiſsâmes pas de nous ſoûtenir, comme les François font maintenant. Il n'y avoit rien alors de déciſif dans leurs ſuccés. Ils s'ennuyerent de la guerre auſſi bien que nous ; & ils conſentirent enfin à la Paix, qui nous auroit rendus heureux, ſi elle n'avoit pas été ſuivie du Traité de Partage, qui ralluma la guerre. Ceux qui ſont en état de ſoûtenir plus long-temps la guerre, la terminent toûjours avec plus davantage. L'armée

qui agit offenſivement dans un Païs, comme la Flandre, coûte beaucoup plus que celle qui ſe tient ſur la défenſive; & il n'y a pas une Ville priſe dans les formes ordinaires, où, tout bien conſideré, les aſſiégeans n'ayent le deſſous. Les Places les plus fortes ne ſont plus imprenables; & quand un Prince veut faire les frais, & qu'il eſt en diſpoſition de ſacrifier des hommes & de l'argent, il eſt sûr de s'en rendre maître. Lorſque le Roi de France aſſiegeoit autrefois une Ville, ſes Generaux & ſes Ingenieurs avoient coûtume de marquer le jour précis qu'elle devoit être priſe. Les ennemis convaincus de tout cela, évitent depuis quelques années de donner bataille: ils ſe contentent de nous laiſſer conſumer nos forces contre des pierres & des murailles, ſacrifiant une Ville chaque campagne, qui leur coûte moins

de nous donner, qu'à nous de la prendre.

Enfin ceux qui s'opposent à la Paix *sans l'Espagne*, n'ont pas, je crois, jetté les yeux sur un nuage qui se forme du côté du Nord, & qui dans peu peut fondre sur nos têtes.

La guerre du Nord a toûjours continué depuis que nous avons rompu avec la France, le succés de cette guerre a été assez inconstant : mais nous avons toûjours eu à craindre, que nous n'y fussions envelopez à la fin, & si cela arrivoit, il est certain que dés-lors la France reprendroit l'avantage sur nous.

En nous faisant garants du Traité de Travendall ; nous nous engageâmes d'empêcher le Roy de Dannemarc de faire la guerre à la Suede. Tout le monde convint alors, & les Ministres Anglois l'avoüerent, que le but de ce Traité tendoit

principalement à empêcher le Roy de Dannemarc de donner du ſecours au Roy Auguſte. Mais quand même nous n'aurions pas été garants de ce Traité, nous étions liez d'ailleurs avec la Suede par d'autres Traitez anterieurs, qui furent tous confirmez & renouvellez par un autre Traité conclu à la Haye entre le Chevalier Joſeph Williamſon & M. Lilienroot, peu avant la mort du feu Roy. Il eſt vray que les mêmes raiſons qui ont empêché le Roy de Suede d'envoyer à l'Empereur le contingent des troupes qu'il lui doit fournir comme Prince de l'Empire, nous ont empêché de donner du ſecours au Roy de Suede.

Pendant preſque tout le cours de cette guerre le Roy de Suede a été victorieux, à quels dangers n'étions-nous pas alors expoſez ? Si ce Prince avoit veritablement été dans les interêts de la France, dans le temps

qu'il entra en Saxe, il eſt certain qu'il auroit déconcerté toutes les meſures des Alliez. Mais les choſes tournerent autrement : il ſe contenta de conclure le Traité d'Alt-Ranſtadt, par lequel le Roy Auguſte fut obligé de renoncer à la Couronne de Pologne, & d'en reconnoître le Roi Staniſlas pour legitime Roi. A peine ce Traité fut-il conclu, que le Roi de Suede, & le Roi Staniſlas demanderent que l'Angleterre & la Hollande en fuſſent garants. La Reine ne ſe fit pas garante dans les formes : mais dans une Lettre qu'elle écrivit à Staniſlas, elle lui donna le titre de Roi ; & on aſſura auſſi le Miniſtre de Suede au nom de la Reine, ce qui fut fait auſſi par le Conſeil, que l'Acte de garantie ſeroit expedié au premier jour ; & qu'en attendant l'aſſurance qu'on lui en donnoit, en tiendroit lieu.

En 1708. le Roy Auguste fit la Campagne en Flandre. Nous ignorons les mesures qu'il y a pû prendre : nous sçavons seulement qu'immediatement aprés, sans avoir égard au Traité d'Alt-Ranstadt, il entra en Pologne, & y reprit la Couronne.

Aprér cela, nous apprehendâmes que la Paix de l'Empire ne fût en danger ; & sur cela nous nous engageâmes à être garans du Traité de Neutralité. Le Roi de Suede ne voulut pas entrer dans ce Traité ; parce qu'il y étoit stipulé qu'on couvriroit les frontieres de la Pologne & du Jutland, sans qu'on y fit mention de ses Etats.

Considerons maintenant en quel état nous sommes par rapport à la guerre du Nord. Si le Roy de Suede retourne dans ses Estats, s'il a quelque avantage sur ses Ennemis, il ne se croira plus obligé d'avoir les mêmes égards pour les Alliez ;

mais il *pourſuivra*, comme il dit lui-même, *ſes Ennemis par-tout où il les trouvera.* En ce cas, le corps de la Neutralité ſera obligé de ſe declarer contre lui ; & parl-à nous ſerons engagez dans une ſeconde guerre, avant que nous ayons fini la premiere.

Si les Confederez du Nord réüſſiſſent contre le Roy de Suede, comment y pourrons-nous conſerver *la balance* du pouvoir, ſi neceſſaire à nôtre Commerce ? Comment pourra ſubſiſter ce ſupport du parti Proteſtant en Allemagne, qui dépend uniquement de ce que le Roy de Suede poſſede dans l'Empire ? Qui pourra nous aſſurer que ces Princes aprés avoir établi la tranquillité dans le Nord, ne nous obligeront pas auſſi de faire la Paix avec la France ?

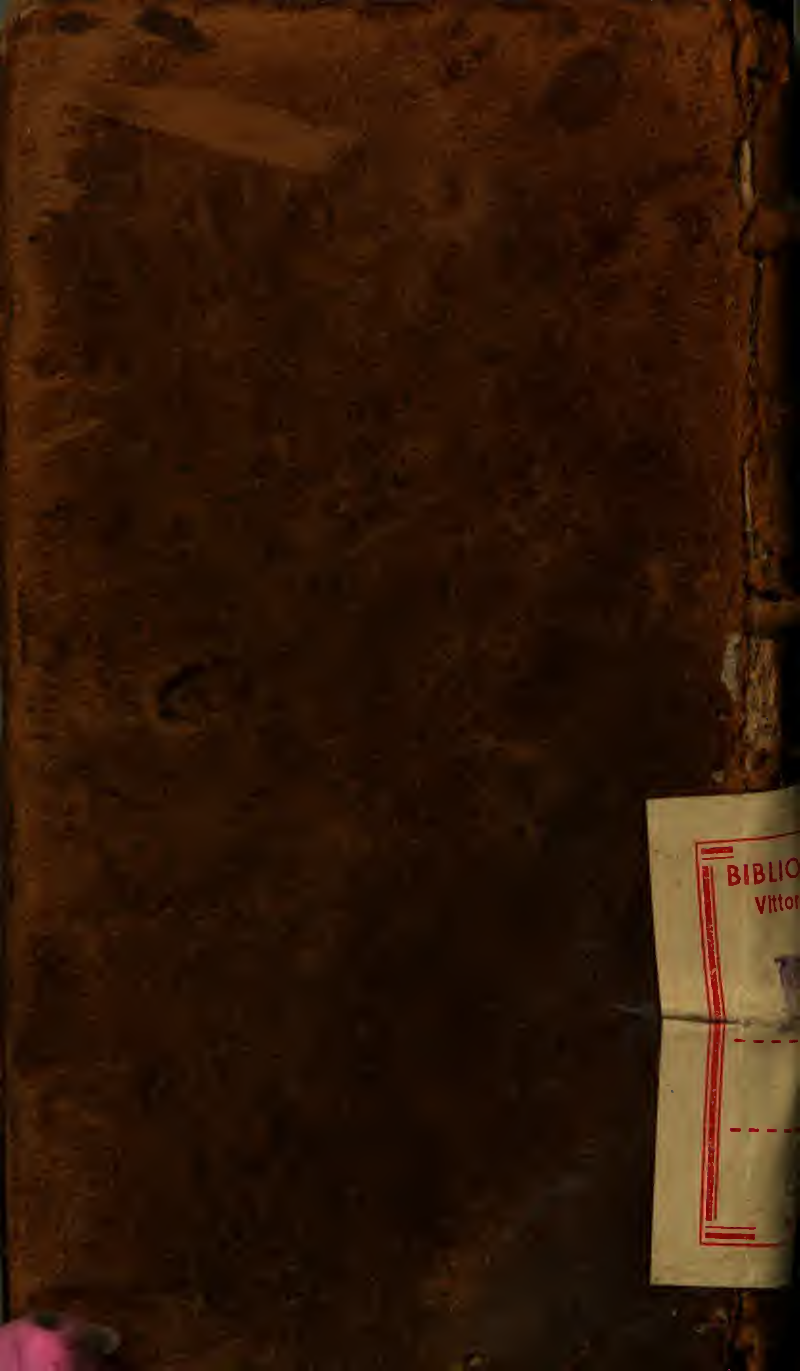
Enfin ſi le Roy de Pruſſe, l'Electeur d'Hanover, & d'autres Princes dont les Etats ſont contigus, ſont obligez d'abandon-

ner les armées qui agissent contre la France, nous devons nous attendre à tout moment que ces Princes rappellent leurs troupes ; & cela peut arriver dans le cours d'un siege, ou à la veille d'une bataille. N'est-il donc pas plus de nôtre interêt de nous mettre à l'abri, pendant qu'il est encore temps, que de continuer une guerre ruineuse, pour parvenir à une fin impossible ?

Il est certain que les Ministres d'à present (s'ils pouvoient le faire en conscience & en honneur,) trouveroient leur interêt à continuer la guerre, comme ont fait les Ministres précedens. Il faut avoüer cependant que le Royaume est trop épuisé, pour qu'ils en pussent tirer des sommes aussi considerables. Ils auroient pû prolonger la guerre, jusqu'à ce que le Parlement eut demandé la Paix ; & pendant tout ce temps-là ils seroient demeurez à la tête des

affaires. Il faut donc conclure, quoi qu'en diſent leurs Ennemis, que tout ce qu'ils ont entrepris, a été pour le bien public contre leurs interêts particuliers. Ils ſont perſuadez qu'il vaut infiniment mieux accepter des conditions de Paix qui aſſurent nôtre commerce, qui donnent un barriere aux Etats Généraux, une ſatisfaction convenable à l'Empereur, qui rétabliſſent la tranquillité de l'Europe, que de continuer une longue & onereuſe guerre, pour recouvrer d'entre les mains des Bourbons une Monarchie, que ~~nous ne pourrons~~ jamais leur enlever que par une eſpece de miracle. Et ſi pendant ce tems-là un ſeul de nos Alliez venoit à ſe détacher de nous, nous ſerions alors obligez de faire la Paix, parce que nous ne ſerions plus en état de continuer la guerre.




BIBLIO
Vittor